

PER
C-621

Juin 1990
Vol. 46 no.10

COMMERCE MONTRÉAL

Publication
officielle de
La Chambre de
commerce du
Montréal
métropolitain



AU 40^e CONGRÈS ANNUEL

*« À partir
de Montréal,
il faut redonner
un second souffle
au Québec »*

L. Jacques Ménard

Être membre à la Chambre, ce n'est pas comme détenir un billet de saison au Forum. Chez nous, il faut sauter sur la glace, il faut prendre part au match. Je pense que notre première obligation à chacun d'entre nous, c'est d'abord de nous tenir informés de ce qui se passe dans notre propre organisation



Canada
Post
Postage paid

Postes
Canada
Port payé

Bulk
Third
Class
F-252
Montreal

En Nombre
Troisième
Classe



Dr Malek Basbous
Natra Tech Inc.



Jacques Bernier
Téléport de Montréal
Ltée



Jacques B. Bérubé
Bell Canada



André Cailé
Gaz Métropolitain Inc.



Claude Corbo
UQAM



Marcel Daoust
Samson Bélair/
Deloitte & Touche



Jean-Claude Delorme
Téleglobe Canada Inc.



Jean Douville
UAP Inc.



Jacques A. Drouin
Corporation
du Groupe
La Laurentienne



Marcel Dutil
Groupe
Canam Manac Inc.



Dr. Marco Genoni
Oerlikon aéropatiale
Inc.



Serge Gouin
Télé-Métropole Inc.



Jean-René Halde
Culinar Inc.



Charles Hantho
Dominion Textile Inc.



David L. Johnston
Université Mc Gill



André G. Lapalme
Pétromont Inc.



Claude F. Lefebvre
Gendron Lefebvre



Claude Lemieux
W. H. Perron & Cie
Limitée



Paul J. Massicotte
Alexis-Nihon
Corporation



L. Jacques Ménard
Chambre de com-
merce du Montréal
métropolitain



Marc Paradis
Ordre des comptables
agrés du Québec



Laurent Picard
Université McGill



Ed Prévost
Sico Inc.



Bruno Rivier
Bourse de Montréal



Louise Roy
STCUM



Paul Dolan
Les Coopérants
Mutuelle-vie
Groupe Coopérants



Charles Sirois
BCE Mobile



Guy Saint-Pierre
Groupe SNC



Jean-Denis Vincent
Trust Général
du Canada

Oui, nous avons une stratégie

Nous avons une stratégie de développement économique pour la région de Montréal. C'est ce consensus autour d'objectifs communs qui permettra au Grand Montréal d'effectuer une entrée dynamique dans le 21^{ème} siècle. Nous endossons la stratégie de développement économique du Grand Montréal proposée par La Chambre de commerce du Montréal métropolitain:

1. Convertir rapidement nos entreprises aux nouvelles technologies.

2. Susciter la création et la venue à Montréal d'entreprises de haute technologie.

3. Miser sur la recherche et le développement dans nos entreprises.

4. Améliorer la qualité de l'enseignement et communiquer le goût de l'étude à nos jeunes.

5. Accentuer le caractère international de Montréal.

6. Assainir notre environnement et améliorer la qualité de vie à Montréal.

L'avenir de nos enfants en dépend.

Oui, nous relevons le défi!

Montréal Oblige, une initiative de La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, en collaboration avec:



Chambre de
Commerce du
Montréal
Métropolitain

MONTRÉAL
OBLIGE



Le pouvoir de l'image

L'ART DE SE DISTINGUER

Image de marque
Identification d'entreprise
Recherche et création de noms
Analyse de perception
Marques de commerce
Normes d'identification
Emballage et conditionnement
Affichage et signalisation

Le premier
groupe conseil
sans frontières
en identité publique.

The first
consultancy group
with a global vision in
corporate identity.

第一家
有关公共标志设计的
跨国咨询公司

Bélanger, Legault

Montréal
Londres
Hong Kong

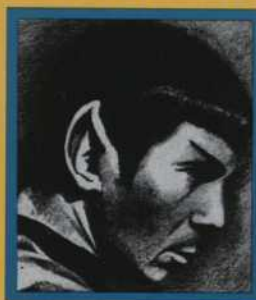
L'oeil de lynx



Le registre parfait



L'oreille attentive



Lithographie
Sérigraphie
Photocomposition
Microfilms
Reprographie



REPROTECH

IMPRIMEUR · LITHOGRAPHE
COMPLEXE DESJARDINS
(5 1 4) 2 8 2 - 9 5 2 1

L'IMPRIMEUR DU MONDE DES AFFAIRES !

CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 9 9 0 - 1 9 9 1

En vertu du règlement quatrième de la Chambre, le comité des Candidatures a désigné les candidats aux postes d'administrateurs. Les personnes suivantes formeront donc le prochain conseil d'administration.

Dr Malek Basbous

Président
Natra Tech Inc.

Monsieur Paul-Emile Beaulne

Vice-président exécutif
Radiomutuel Inc.

Monsieur Jules Bélanger

Président
Bélanger, Legault Limitée

Monsieur Pierre Bourgie

Président
Urgel Bourgie Limitée

Monsieur Claude R. Brochu * *

Président
Club de baseball Montréal Limitée

Monsieur Gilles Cloutier

Recteur
Université de Montréal

Madame Carole Epstein

Présidente
La Cie Ceinture et Sac Canada Inc.

Monsieur Aldo Pier Federici

Président
Corec Limitée

Monsieur Jean Frère

Directeur de l'administration
Laboratoires Bio-Recherche Limitée

Monsieur Jacques Gagnon

Vice-président - Relations publiques
Société d'électrolyse et de chimie ALCAN Limitée

Dr Marco Genoni

Président
Oerlikon Aérospatiale Inc.

Monsieur Jean Guibault

Avocat
Lavery O'Brien

Monsieur Jean La Couture

Président et chef de la direction
La Garantie, compagnie d'assurance
de l'Amérique du Nord

Madame Sylvie Lalonde

Vice-présidente - Recherche et
développement
Groupe Vidéotron Limitée

Monsieur Guy Langlois

Vice-président principal - Développement
Unigesco Inc.

Monsieur Jean-Yves Leblanc

Président - Groupe matériel de transport
Bombardier Inc.

Monsieur Claude F. Lefebvre

Président du Conseil d'administration
Gendron Lefebvre

Monsieur Gaétan Lussier

Président
Les Boulangeries Weston Limitée - Québec

Monsieur Pierre Mantha

Président
Financière Mazarin Inc.

Monsieur Paul J. Massicotte * *

Président
Le Groupe Alexis-Nihon

*** Monsieur L. Jacques Ménard**

Vice-président du Conseil
et directeur général, Québec
Burns Fry Limitée

Monsieur Pierre Michaud * *

Président du Conseil et
chef de la direction
Groupe Val Royal Inc.

Madame Nancy Orr-Gaucher

Vice-présidente - Finances
Sofati Limitée

Madame Nycol Pageau-Goyette

Présidente
Pageau-Goyette & Associés

Madame Jocelyne Pelchat**Monsieur Jocelyn Proteau * ***

Président et chef de la direction
Fédération des
Caisses populaires Desjardins
de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

Monsieur Bernard Roy * *

Avocat
Ogilvy, Renault

Monsieur Charles Sirois * *

Président du Conseil
BCE Mobile Inc.

Madame Paule Tardif-Delorme * *

Présidente directrice générale
Paule Delorme & Associés

Monsieur Robert Tessier

Président
Le Groupe MIL

Madame Francine Vallée

Vice-présidente - Affaires publiques
Air Canada

La composition du Bureau de direction sera connue des membres lors de l'assemblée générale annuelle le 12 septembre prochain.

* Président du Conseil 1990-1991 de la Chambre

* * Nouveau membre du conseil

SOMMAIRE

JUIN 1990 Vol. 46 No 10

22

« A partir de Montréal, il faut redonner un second souffle au Québec »

L. Jacques Ménard

9

Institut de Recherche et de Création en Design de Montréal



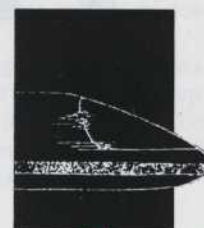
Positionner Montréal à l'échelle mondiale



Photo de la page couverture: Denis Bernier

10

Le Train à Haute Vitesse



La solution d'avenir

À VOTRE AGENDA	13
OPÉRATION FIERTÉ	15
COUP D'OEIL SUR	16
LEADERSHIP	19
LE 40 ^E CONGRÈS	22
RAPPORT DES ACTIVITÉS	31

Commerce Montréal est la publication officielle de La Chambre de commerce du Montréal métropolitain

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain
772, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec
H3A 1G1
Téléphone: (514) 288-9090
Télécopieur: (514) 843-7320

La reproduction des textes et photos est autorisée avec mention de la source.

Commerce Montréal est distribuée à 8500 copies: aux membres de La Chambre de commerce du Montréal métropolitain; aux consulats; aux délégations du Québec; aux chambres de commerce ethniques; aux ministres et députés fédéraux et provinciaux; aux municipalités, médias et chambres de commerce de la région de Montréal.

ISSN: 0318-4560
Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Président:
Vice-président exécutif:
Directrice générale:
Directeur du marketing:
Rédacteur en chef:
Secrétaire de rédaction:
Collaborateur:
Photographe:
Publicité:
Impression:
Envoi:

L.-Jacques Ménard
Luc Lacharité
Paule Doré

Pierre Leduc
Sandy Hébert
Cécile Tanguay
François Desrochers
Denis Bernier
(514) 288-9090
Reprotech
Rapidsert inc.

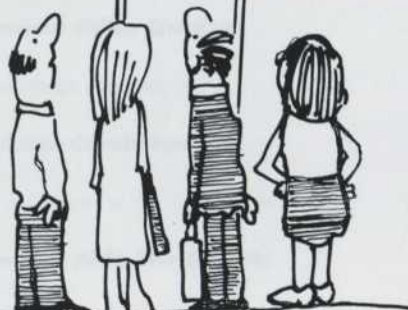
DONNEZ-VOUS DES OUTILS QUI AIDERONT VOTRE ÉQUIPE DE VENTE !

être
enthousiaste
face aux
objectifs !



persévérer
dans ses
actions !

prospector
plus
facilement !



Marguerite Wolfe
conseillère en stratégies de succès



Marguerite Wolfe,
conseillère en stratégies
de succès travaille sur
les attitudes qui mènent
au succès.

Ça fonctionne, les preuves sont là!
Téléphone : (514) 845-4321

BL MOTIVATION et
ORGANISATION inc.

Parce que le succès, ça s'apprend!

LA GESTION DES DÉCHETS DANGEREUX

La Chambre souhaite des mesures de contrôle de plus en plus sévères

Comparaissant devant la Commission d'enquête sur les déchets dangereux, le 18 mai dernier, La Chambre de commerce du Montréal métropolitain a présenté ses recommandations sur cette épineuse question.

◆ La Chambre souhaite notamment que la Commission complète ses recommandations par une évaluation, au moins partielle, des coûts directs de la mise en place des principales recommandations qu'elle formulera dans son rapport final;

◆ la Chambre suggère que les mailles du "filet" mis en place pour assurer une meilleure gestion des déchets dangereux se resserrent de façon graduelle, et que le système vise à intercepter d'abord ce qui est le plus gravement et le plus évidemment dangereux pour la sécurité et la santé de la population;

◆ dans le même esprit, la Chambre souhaite que les recommandations finales de la Commission ne correspondent pas exclusivement à une simple description d'un modèle de gestion adéquat et de ses différents éléments, mais qu'elles contiennent aussi une ébauche de plan d'action établissant des priorités d'intervention et une gradation prévisible des changements basés sur la recherche des bénéfices environnementaux les plus importants en premier;

◆ elle estime aussi que la gestion des déchets dangereux doit être laissée, dans toute la mesure du possible, à l'entreprise privée. Les gouvernements pourront mettre en place des mécanismes de coordination et de surveillance directe des activités de ces entreprises;

◆ enfin, la gestion des déchets dangereux doit être considérée dans une perspective complémentaire, intégrant l'ensemble du cycle de vie des produits et des déchets dangereux.



Préoccupation majeure

Soulignant l'intérêt de la Chambre pour ce dossier, madame Nycol Pageau-Goyette, vice-présidente du conseil d'administration, a fait état d'une enquête menée récemment pour le compte de la Chambre auprès d'importantes associations industrielles qui a démontré que la préoccupation

majeure de ces regroupements en matière d'environnement est celle de la gestion des déchets dangereux.

"La Chambre estime donc que la responsabilité des milieux d'affaires est de contribuer positivement à l'avancement du débat sur cette question. La prise de conscience constitue dans ces circonstances l'atout le plus précieux, car elle permettra un resserrement concerté de la gestion de ces matières", soulignait madame Pageau-Goyette.

MISSION ACCOMPLIE POUR PAULE DORÉ!



Après quatre années à titre de directrice générale de La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Paule Doré a tourné la page afin de relever un autre défi ... cette fois dans l'entreprise privée. Elle est maintenant vice-présidente aux affaires publiques, Groupe CGI.

A son arrivée, en juin 1986, la Chambre préparait son centenaire et participait avec beaucoup de sérieux au sommet économique de Montréal, où ses interventions allaient s'avérer déterminantes.

"La concertation que tous souhaitaient alors, existe aujourd'hui. De plus en plus, Montréal parle d'une seule voix et tous s'entendent sur les priorités à défendre. J'ai eu la chance de voir naître ce consensus et d'y participer activement".

Pour ce qui est de la Chambre, madame Doré souligne que le plan stratégique 1990-1993, adopté en mai dernier par le Conseil d'administration, permettra à celle-ci

d'accroître son leadership à l'échelle régionale et de se rapprocher davantage de ses membres. "Il faut développer chez ces derniers un fort sentiment d'appartenance". Madame Doré ajoute également que ces quatre années à la Chambre ont été "un apprentissage merveilleux dans l'art subtil de gérer le chaos".

"Près d'un millier de bénévoles répartis entre une trentaine de comités, cela représente tout un défi. Chacun a sa façon de fonctionner, son agenda. Mais c'est la

"culture de la Chambre" qui, inévitablement, finit par l'emporter. C'est d'ailleurs la rencontre de tant de compétences, de bonne volonté et de dynamisme, qui permet à la Chambre d'intervenir de façon crédible et efficace dans autant de dossiers".

Paule Doré a souligné le professionnalisme, l'efficacité et le dévouement exceptionnel du personnel de la Chambre, "On n'entre pas à la Chambre, on y est "appelé". C'est une véritable vocation".

L'INFORMATION: LA CLÉ DU SUCCÈS

En effet, c'est vous qui possédez la clé qui donne accès à la matière première la plus convoitée dans le monde actuel. Je veux parler bien sûr de l'information".

C'est en ces termes que monsieur L. Jacques Ménard a débuté son allocution, à l'ouverture du Congrès des bibliothécaires professionnels du Québec, le 24 mai dernier. Etablissant un lien entre les mutations rapides que connaît le monde contemporain et l'importance pour les entreprises d'obtenir une information quasi instantanée, monsieur Ménard a encouragé les professionnels de l'information à prendre leur place.

"Il faut éveiller le monde de l'entreprise à l'importance des spécialistes de l'information dans une organisation qui a besoin d'experts capables d'aller chercher l'information où elle se trouve, de la répertorier, de la traiter et même de l'intégrer dans les documents de planification stratégique. Il faut convaincre le monde des affaires que vous représentez un atout important dans leur bataille pour vaincre la concurrence".

"Mais pour réussir, il vous faudra littéralement investir les entreprises, comme l'ont fait avec succès les représentants d'autres professions comme les avocats et les spécialistes du marketing, par exemple".

Soulignant l'importance, pour la Chambre, de la gestion de l'information, monsieur Ménard a rappelé que, depuis 10 ans, ses représentants travaillent à la mise sur pied du Centre d'information d'affaires de Montréal. La mission première de ce centre serait la diffusion, et non la conservation, de documents, et sa clientèle serait formée prioritairement de gens d'affaires et d'entreprises.

LA POLICE À L'HEURE DE LA CONCERTATION

La Communauté urbaine de Montréal et son service de police, conjointement avec le ministère québécois de la Sécurité publique et divers organismes, préparent un important colloque qui aura lieu à Montréal, du 16 au 18 septembre prochain, sous

le thème "La police à l'heure de la concertation".

Ce colloque permettra de faire le bilan des expériences en cours à travers le Québec sur les questions reliées à la police dans un contexte multiculturel. La concertation

nécessaire en matière de prévention de la criminalité sera également à l'ordre du jour.

Si vous désirez obtenir plus d'information sur cet événement, appelez au (514) 280-2535.

L'INDUSTRIE DES VALEURS MOBILIÈRES

"NOTRE AVENIR, C'EST ENTRE NOS MAINS QU'IL SE TROUVE"

L. Jacques Ménard

Dans une allocution prononcée au colloque marquant le 35^e anniversaire de la Commission des valeurs mobilières du Québec, monsieur L. Jacques Ménard, président de La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, a soulevé plusieurs questions concernant l'industrie des valeurs mobilières.

Lui-même dirigeant d'une importante firme de courtage, Burns Fry, monsieur Ménard estime que les problèmes relatifs à cette industrie trouveront leur solution à l'intérieur même de la profession.

"En effet, je suis persuadé que les véritables solutions aux problèmes auxquels nous serons confrontés ne peuvent se trouver que dans un retour à des valeurs fondées sur un très haut niveau de professionnalisme, sur un sens de l'éthique renouvelé,

sur un dynamisme accru. En conséquence, notre avenir, c'est entre nos mains qu'il se trouve".

Respect de l'industrie

Se référant au problème des conflits d'intérêt qu'il juge inhérent aux activités de courtage, monsieur Ménard voit mal comment il pourrait être éliminé, à moins de dénaturer complètement l'essence même de la profession.

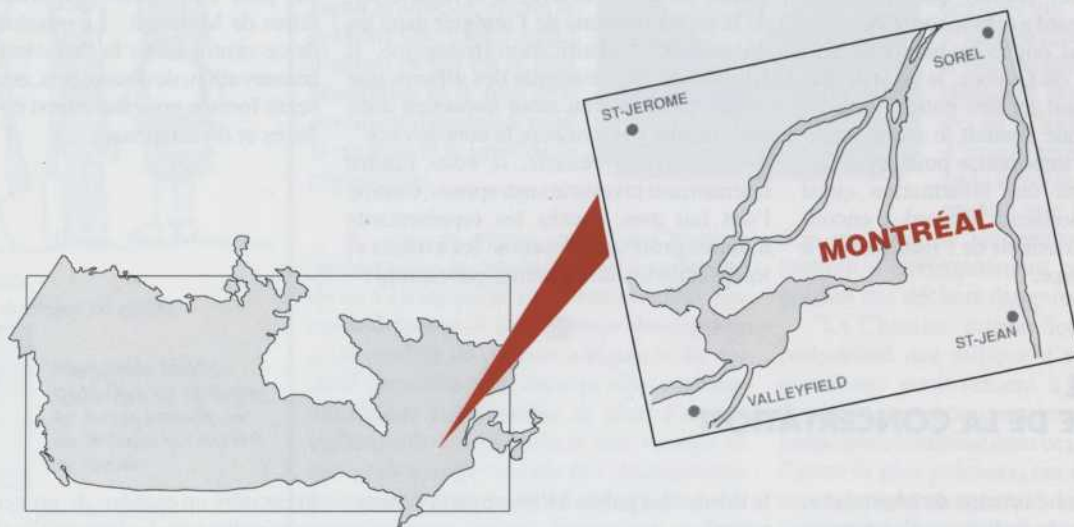
"A cet égard, je crois que le meilleur antidote aux conflits, et plus précisément aux conflits d'intérêts, demeure le respect indéfectible que notre industrie doit nourrir à l'endroit de tous nos clients. Ce respect doit se traduire par un code de bonnes pratiques fondé sur deux principes

fondamentaux. Le premier appelle à ce que l'intérêt de nos clients doit toujours primer sur notre propre intérêt comme intermédiaire et conseiller financier. Le deuxième principe repose sur le fait que jamais nous ne devrions servir l'intérêt d'un client aux dépens de celui d'un autre client".

Le président de la Chambre a également insisté auprès des membres de cette profession afin qu'ils renouvellent leur attachement aux entreprises et participent activement au développement économique.

"Il faut nous assurer que nous jouons le rôle d'intermédiaires financiers pour générer de la richesse, pour créer de nouvelles entreprises, pour créer de nouveaux produits, pour créer de nouveaux emplois", lançait monsieur Ménard.

Le tourisme, ça rapporte...



Connaissez-vous les retombées économiques d'une réunion d'affaires à Montréal ?

Le comité Tourisme. Promotion du tourisme d'affaires.



Chambre de
Commerce du
Montréal
Métropolitain

L'INSTITUT DE RECHERCHE ET DE CRÉATION EN DESIGN DE MONTRÉAL DEVIENT RÉALITÉ

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, en collaboration avec la Ville de Montréal et le ministère des Communications du Canada, annonçait le 7 mai dernier, le lancement de l'Institut de recherche et de création en Design de Montréal.

Entreprise privée à but non lucratif dont la devise est "L'investissement privé au profit du public", l'Institut espère positionner Montréal comme centre d'excellence en design sur la carte mondiale.

Dirigé par monsieur Harry Parnass, un designer de renom, l'Institut fonctionnera avec des stagiaires post-gradués d'origines canadienne et étrangère. Leur apprentissage sera confié à des spécialistes à mi-carrière qui associent la maîtrise de la pratique à l'enseignement et à la recherche. On fera appel, à l'occasion, à des spécialistes de réputation internationale.

Plusieurs fronts

En débordant des paramètres institutionnels typiques qui veulent que les programmes de design soient rattachés à des spécificités disciplinaires isolées, l'Institut compte être actif sur plusieurs fronts concomitants du design, dans le cadre de sa contribution à la revitalisation de la Ville de Montréal.

A titre d'exemple, la programmation de l'Institut en recherche appliquée prévoit encourager la complicité entre les disciplines du design urbain, du design industriel et du design graphique. C'est ainsi que sous un même toit, l'Institut entend réunir les forces motrices trans-disciplinaires qui assureront, sans compromis, un niveau inégalé de synergie et d'excellence en design.

Design et affaires

Rappelant que l'idée originale de cette institution revenait à monsieur Parnass, le président de la Chambre, monsieur L. Jacques Ménard, a souligné que c'est grâce à l'initiative et au soutien continu de la Chambre si ce projet s'est concrétisé.

Monsieur Ménard a, par ailleurs, invité les gens d'affaires à se soucier davantage du facteur design dans leur prise de décision, le succès d'une entreprise commerciale étant en bonne partie tributaire de l'allure de ses produits. L'Institut compte beaucoup sur la participation de l'entreprise privée pour réaliser ses objectifs.



De gauche à droite:
L. Jacques Ménard, président de La Chambre de commerce du Montréal métropolitain;
Jean Doré, maire de Montréal;
Marcel Masse, ministre fédéral des Communications;
Harry Parnass, président de l'Institut.

Financement

Monsieur Jean Doré, maire de Montréal, a profité du moment pour annoncer que le nouvel Institut se voyait garantir par la Ville des contrats de service pour une somme minimale de 200 000 \$. De son côté, le ministre Marcel Masse octroyait une subvention de 251 000 \$ pour la réalisation des activités de l'Institut dont les locaux seront situés sur la rue Duke.

"Ce ne sera qu'en redirigeant son potentiel créateur pour atteindre un niveau d'excellence supérieur, en réorientant ses efforts intellectuels et commerciaux pour combler les besoins d'un marché mondial, que Montréal réussira à se démarquer de ses imposants coéquipiers internationaux", concluait monsieur Parnass.

HORAIRE D'ÉTÉ

La Chambre a adopté depuis le 26 juin dernier, son horaire estival.
Jusqu'au 4 septembre, nos bureaux seront ouverts de 8h30 à 16h30.

Bon été!

LE TRAIN À HAUTE VITESSE EST LA SOLUTION D'AVENIR

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain a continué son travail de promotion en faveur d'un projet de liaison ferroviaire à haute vitesse dans le corridor Québec Windsor pour le transport des passagers.

Agissant à titre de porte-parole, le président de la Chambre, monsieur L. Jacques Ménard, a participé aux audiences publiques du comité de travail Québec Ontario qui étudie présentement la question. La situation actuelle du déplacement des voyageurs entre les principales villes de ce corridor s'étant considérablement détériorée depuis quelques années, l'aménagement d'un circuit ferroviaire à haute vitesse constitue, aux yeux de la Chambre, une solution de rechange fort pertinente. En plus des retombées économiques positives qu'engendreront tant sa construction que son opérationnalisation, ce système procurera à ses utilisateurs un mode de transport rapide et économique.

Advenant que ce projet de train à haute vitesse se matérialise, la Chambre insiste sur la nécessité de son intégration maximale avec les autres modes de transport, là où cela s'avère avantageux. A cet égard, son président, monsieur L. Jacques Ménard, considère essentiel pour le développement économique de la grande région de

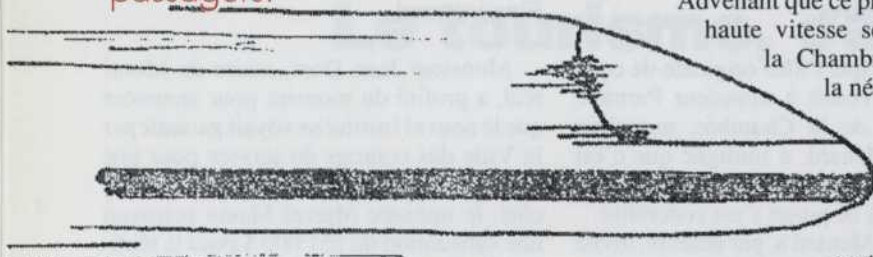
Montréal qu'une gare et un arrêt intermédiaire soient prévus pour le train à haute vitesse à Mirabel.

"Cette demande, a déclaré monsieur Ménard, ne signifie pas que le train serait utilisé pour le transport des passagers entre Montréal et Mirabel. Elle aurait plutôt l'avantage d'amener à l'aéroport les voyageurs en provenance de la région de Hull-Ottawa et de Québec et inversement".

Solution d'avenir

Un réseau de transport désengorgé et bien intégré constitue la base du développement économique et régional. A l'inverse, une infrastructure déficiente et encombrée constitue un handicap sérieux au développement et à la compétitivité de l'économie dans un contexte de libre-échange et de mondialisation des marchés. C'est vrai ailleurs et c'est vrai ici aussi.

"A l'aube du 21^e siècle, a conclu monsieur Ménard, il nous apparaît important de se donner les moyens et les infrastructures de transport nécessaires pour assurer notre développement économique avec le minimum d'entraves. Nous croyons que le train à haute vitesse est la solution d'avenir pour le déplacement du public voyageur et pour les déplacements d'affaires".



MINI COLLOQUE

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain aimerait souligner la contribution des commanditaires suivants qui ont rendu possible la réalisation du mini-colloque « **L'alliance stratégique: l'union fait la force** », qui s'est tenu le 10 mai dernier à l'hôtel Le Méridien.

**BURNS
FRY** LIMITEE

Le Groupe
Mallette

Lapointe Rosenstein
Avocats

« HYDRO-QUÉBEC DOIT DEVENIR UN LEADER TECHNOLOGIQUE »

C'est ce point de vue global qu'a fait valoir le président de la Chambre, monsieur L. Jacques Ménard, alors qu'il déposait un mémoire devant la Commission de l'économie et du travail, le 22 mai dernier, à Québec. Dans sa présentation, monsieur Ménard a soumis sept recommandations sur l'orientation que devrait prendre le développement de la Société d'état.

L. Jacques Ménard

- 1 Il faut qu'Hydro-Québec joue pleinement son rôle de levier dans le développement technologique 1) en favorisant la participation des entreprises québécoises dans sa stratégie de R & D et de sous-traitance; 2) en se positionnant fermement comme partenaire du secteur privé;
- 2 qu'Hydro-Québec implante son programme d'incitation à l'innovation dans les meilleurs délais et assume un leadership important sur ce plan dans toute l'industrie;
- 3 qu'Hydro-Québec, un leader en technologie, accentue son rôle de partenaire important des entreprises du Québec et favorise une stratégie qui les incite à établir de nouvelles relations entre elles et particulièrement par des accords de licences, des entreprises communes et des consortiums;
- 4 qu'Hydro-Québec ait recours à l'achat et à l'adaptation de technologies étrangères, selon ses besoins, et en favorise la diffusion en proposant aux entreprises québécoises de nouvelles applications possibles;
- 5 qu'Hydro-Québec favorise activement le "networking" entre tous les intervenants québécois dans le domaine de la technologie;
- 6 qu'Hydro-Québec assume son rôle de leader et intègre la diffusion de la technologie dans ses objectifs;
- 7 que le Gouvernement du Québec donne à Hydro-Québec le mandat et les moyens d'accroître son développement technologique au cours de la prochaine décennie, en accord avec sa mission et ses valeurs fondamentales, et qu'Hydro-Québec joue pleinement son rôle de locomotive technologique au Québec.

Tout en constatant la détérioration de l'image et du rendement de l'un de nos plus beaux fleurons, monsieur L. Jacques Ménard, président de la Chambre, a souligné les effets extrêmement coûteux qu'entraîne pour les entreprises le manque de fiabilité du réseau.

"Il serait irresponsable de ne pas prendre les mesures qui s'imposent maintenant pour redresser la situation d'Hydro-Québec. La meilleure façon de le faire, c'est de redonner à Hydro-Québec l'oxygène dont elle a besoin pour se développer et rebâtir la crédibilité qu'elle a atteinte au moment où ses performances le justifiaient", concluait monsieur Ménard.

LE GROUPE STUDIO BI
CONSULTANTS EN COMMUNICATION VISUELLE



**Des idées de haute voltige,
les deux pieds sur terre.**

353, RUE SAINT-NICOLAS, BUREAU 105, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2Y 2P1
(514) 845-1271

NOUVEAU RÉPERTOIRE DES ÉTABLISSEMENTS ET DE L'EMPLOI À MONTRÉAL

Un nouvel outil souple et efficace pour connaître la répartition de l'emploi, par activité économique et par secteur géographique de la ville de Montréal, vient de voir le jour : le Répertoire des établissements et de l'emploi à Montréal. Ce répertoire, qui contient une liste de près de 40 000 place d'affaires et de 625 000 emplois, donne un tableau très précis de l'activité économique montréalaise.

Le nouveau Répertoire des établissements et de l'emploi à Montréal est le résultat d'une enquête sur le terrain, réalisée il y a deux ans, sur tout le territoire de la ville de Montréal, à l'exception du Sud-Ouest qui a fait l'objet d'une enquête menée par le Comité pour la relance de l'économie et de l'emploi du Sud-Ouest de Montréal (CREESOM).

Cette initiative de la Ville de Montréal, en collaboration avec l'INRS-urbanisation et la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada (CEIC), a l'énorme avantage de spatialiser l'emploi de façon précise sur le territoire de la ville de Montréal. Les applications d'un tel inventaire sont nombreuses. En plus d'être un instrument précieux à l'usage des services municipaux, ce répertoire peut servir aussi bien à la recherche universitaire, aux études de planification socio-économique, qu'à la recherche de clientèles cibles.

L'apport unique du Répertoire des établissements et de l'emploi à Montréal repose sur le fait qu'il constitue la seule énumération systématique de toutes les places d'affaires sur le territoire de la ville de Montréal, avec une indication de la

taille de l'entreprise (par le nombre d'employés), de son secteur d'activité et de sa localisation (par le code postal).

Un outil performant

S'il existe une documentation relativement abondante sur les activités des secteurs primaire et manufacturier, les activités économiques reliées au secteur tertiaire demeurent, à ce jour, faiblement recensées. Le répertoire des établissements et de l'emploi à Montréal tente pour sa part de combler cette lacune en reflétant fidèlement la diversité de l'activité économique montréalaise, où le secteur tertiaire occupe une place de plus en plus importante. Ce document est disponible dans les 13 Bureaux Accès Montréal, au coût de 42 dollars.



ROBIC

Fondé en 1892

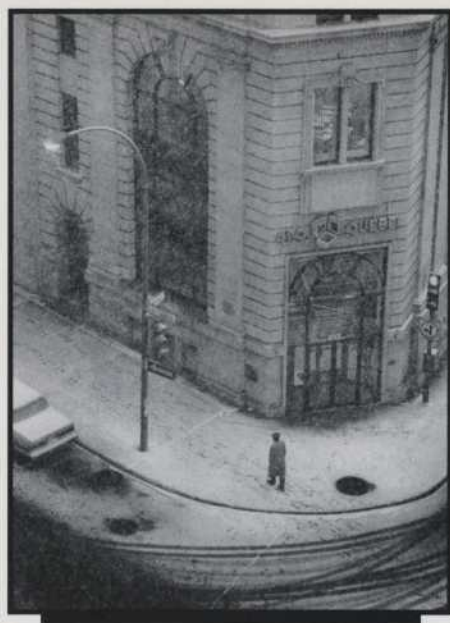
55 St-Jacques
Montréal, Québec
Canada, H2Y 3X2
Télex : 05-268656
Fax : (514) 845-7874
Tél : (514) 987-6242

**Agents de brevets d'invention
et de marques de commerce,
droit d'auteur, franchisage,
transfert de technologie,
informatique et domaines
connexes**

RÉPERTOIRE ACCÈS 51



La distribution du répertoire Accès 51 est terminée. Près de 200 exemplaires ont été remis en mains propres à des chefs d'importantes entreprises et personnalités politiques. Une vingtaine de femmes ont prêté leur concours à cette opération dont madame Lise Bisson, vice-présidente marketing, services aux particuliers, Montréal Trust et présidente d'Accès 51. On la voit d'ailleurs ici en remettre un exemplaire à monsieur Lucien Bouchard, lors du déjeuner-causerie du 23 mai dernier. A l'arrière plan, monsieur Serge Godin, président du Conseil de la Chambre.



LE
MONTRÉAL
DES
MONTRÉALAIS

Dans le cadre de l'exposition "Le Montréal des Montréalais", le photographe pigiste de Commerce Montréal, Denis Bernier, a obtenu une mention spéciale pour cette photo.

Sur 10 000 photos soumises au jury, seulement 17 ont été primées. Cette oeuvre sera d'ailleurs publiée dans un recueil portant sur le 350e anniversaire de Montréal. Félicitations!

**OGILVY
RENAULT**

AVOCATS

MONTRÉAL

OGILVY RENAULT
1981, AVENUE MCGILL COLLEGE
MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H3A 3C1
TÉLÉPHONE (514) 286-5424
TÉLÉCOPIEUR (514) 286-5474

OTTAWA

OGILVY RENAULT
50, RUE O'CONNOR, BUREAU 1015
OTTAWA (ONTARIO) CANADA K1P 6L2
TÉLÉPHONE (613) 230-8661
TÉLÉCOPIEUR (613) 230-5459

LONDRES

OSLER RENAULT
76 BISHOPSGATE STREET
LONDON EC2N 4AU, ENGLAND
TÉLÉPHONE 071-256-6444
TÉLÉCOPIEUR 071-256-6407

PARIS

OSLER RENAULT
169, BOULEVARD HAUSSMANN
75008 PARIS, FRANCE
TÉLÉPHONE 42.89.00.54
TÉLÉCOPIEUR 42.89.51.60

MONTRÉAL/OTTAWA

SWABEY OGILVY RENAULT
MONTRÉAL
TÉLÉPHONE (514) 982-9002
TÉLÉCOPIEUR (514) 286-5474
OTTAWA
TÉLÉPHONE (613) 230-6072
TÉLÉCOPIEUR (613) 230-5459

OSLER RENAULT EST UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE FORMÉE
PAR OGILVY RENAULT ET OSLER, HOSKIN & HARCOURT

SWABEY OGILVY RENAULT AGENTS DE BREVETS ET DE MARQUES DE COMMERCE,
SOCIÉTÉ FORMÉE PAR OGILVY RENAULT ET SWABEY, MITCHELL, HOULE, MARCOUX & SHER

À VOTRE AGENDA

SEPTEMBRE

12

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Endroit: Hôtel Le Reine Elizabeth
Renseignements : (514) 288-9090

26-27-28

CAMPAGNE DE RECRUTEMENT

NOVEMBRE

8

**GALA DES GRANDS
MONTRÉALAIS ET REMISE DES
PRIX D'EXCELLENCE DE
L'ACADÉMIE DES
GRANDS MONTRÉALAIS**

Endroit: Palais des Congrès de Montréal
Renseignements et réservations :
Endrée Martel
(514) 288-9090



**COMMUNIQUEZ
AVEC LA CHAMBRE
QUAND ÇA VOUS CHANTE**

**24 heures par jour
7 jours par semaine**

**Maintenant un nouveau numéro :
350-1234 code CCMM**

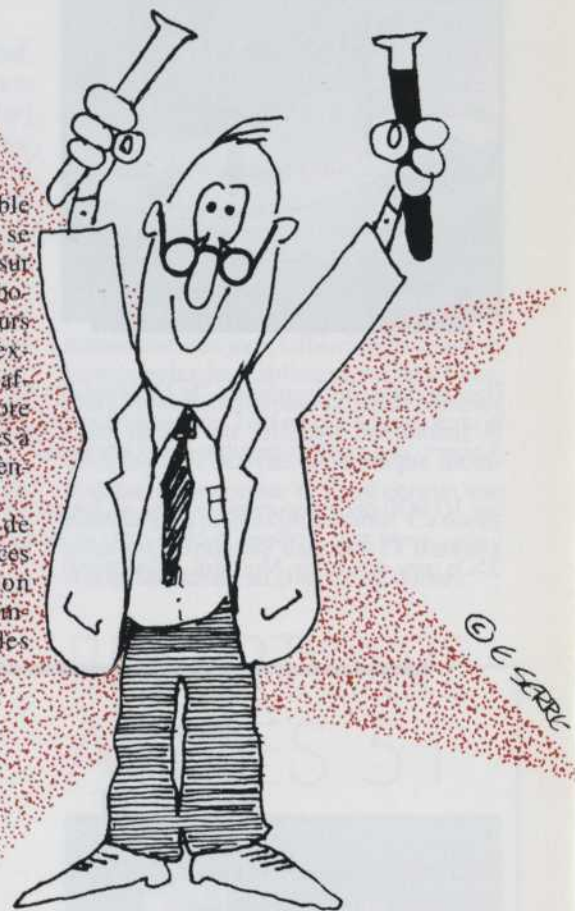
DES CHERCHEURS UNIVERSITAIRES VOUS OFFRENT LEUR COLLABORATION

Les Bureaux de Liaison Entreprises-Université, les BLEUs, peuvent vous fournir une collaboration précieuse sur plusieurs plans. De l'étude de marché à la commercialisation, de l'analyse de produits à la recherche de nouveaux matériaux, les BLEUs peuvent vous faire bénéficier d'une expertise et de moyens souvent hors de portée, surtout pour les PME. Les formules de partenariat vont de la simple entente pour la réalisation d'un projet ponctuel à une véritable convention de recherche et développement à long terme.

Ce qui vous semble insurmontable aujourd'hui, pourrait rapidement se transformer en avantage sur vos concurrents. La collaboration avec des chercheurs universitaires offre d'excellentes perspectives d'affaires et davantage encore (abattements fiscaux, accès à des programmes de subventions, etc.).

Les universités offrent aux entreprises des ressources inimaginables, et ce, dans tous les domaines. Elle peuvent entre autres vous aider à résoudre des problèmes techniques qui vous apparaissent sans issue.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet de ces Bureaux de Liaison Entreprises-Université, communiquez avec l'un des responsables suivants:



❑ **Monsieur Denis N. Beaudry**
Directeur
Centre de développement
technologique
Ecole Polytechnique de Montréal
(514) 340-4720

❑ **Monsieur R.D. Brassinga**
Administrateur des inventions
et brevets
Bureaux de la recherche industrielle
Université McGill
(514) 398-4201

❑ **Monsieur Yvon Dubois, ing., MSC**
Directeur des relations avec l'industrie
Ecole de technologie supérieure
(514) 289-8808

❑ **Monsieur Jean-Louis Fortin, Ph.D.**
Directeur
Bureau de liaison Entreprises - Université
Université de Montréal
(514) 343-6786

❑ **Monsieur Roch Prud'homme, ing.**
Directeur
UQAM - R & D. Concordia
Bureau à l'UQAM:
(514) 987-3523

Bureau à Concordia:
(514) 848-4873

❑ **Monsieur André Trudel**
Directeur
Bureau de liaison pour la recherche
et le développement
Université du Québec à Montréal
(514) 987-3535

Commerce Montréal

**un véhicule publicitaire de
premier ordre!**

288-9090

OPÉRATION FIERTÉ

La division Cybernex de **Zavitz Technologies** vient de conclure une entente avec le ministère fédéral de l'Emploi et de l'Immigration, en vertu de laquelle elle lui fournira un maximum de 9 000 terminaux d'ordinateurs pour une somme totale d'un peu plus de 9 millions \$.

Gaz Métropolitain a conclu un contrat de vente de gaz naturel avec Stone Consolidated afin d'alimenter l'usine de papier journal que cette dernière possède à La Baie, au Saguenay. L'entente prévoit des livraisons de 66 millions de mètres cubes par an, ce qui représente environ 6 millions \$.

En s'affiliant au réseau Marshall Fenn, dont le siège social est à Toronto, **Massy-Forget communications**, une agence montréalaise de relations publiques, bénéficiera désormais de services intégrés en communications dans les principales villes du Canada et des États-Unis, ainsi que dans les principales villes européennes et du Sud-est asiatique.

SNC Acres, une filiale du Groupe SNC, vient de signer un contrat de 6 millions \$ avec l'Instituto Nacional de Electricidad du Guatemala portant sur l'étude de faisabilité de trois sites hydro-électriques sur le fleuve côtier Samalà.

La Corporation des **Tapis Peerless** a acquis les entreprises de fabrication de Tapis Barrymore et de filature de Kingston selon des termes non dévoilés.

Afin d'améliorer ses installations de Dorval, la firme **Boulangeries Man-sion** investira une somme de 3 millions \$.

Le Groupe DMR a conclu un contrat de 4 millions \$ prévoyant l'intégration de systèmes avec la Société Les Produits de défense SNC.



CKAC 73AM
La super station de Montréal

Bell Cellulaire vient d'inaugurer son premier commutateur cellulaire de la région de la capitale nationale. Construit au coût de 7,1 millions \$, ce commutateur rend la région autonome sur le plan de ses communications cellulaires.

Général électrique du Canada a signé un contrat évalué à plus de 150 millions \$ avec la Société d'énergie de la Baie James pour la fourniture et l'installation de huit groupes turbine-alternateur hydro-électriques destinés à la centrale LG1, du complexe La Grande.

APG Canada, une firme de service-conseil en informatique, s'associe à Tremplin 2 000, une société de capital de risque affiliée au Mouvement Desjardins.

La société montréalaise **Bombardier** a obtenu une commande évaluée à environ 25 millions \$ de la Métro-North Commuter Railroad Company, de New York, pour la fabrication de vingt voitures de banlieue.

Le Groupe Mallette

Parce que tout le monde
a bien un nom de famille!

Mallette Benoit Boulanger Rondeau
Comptables agréés

Mallette Major Martin
Conseillers en administration

Mallette International Inc.
Conseillers en développement international

Mallette Benoit et Compagnie Ltée
Syndics et gestionnaires

Corporation financière Mallette
Achat, vente d'entreprise

Calculus Ltée
Informatique

BDO Ward Mallette
Représentation nationale

BDO Binder
Représentation internationale

Au-delà des chiffres...
nous parlons la langue des affaires.

Le Groupe
Mallette



2, COMPLEXE DESJARDINS, TOUR EST, BUR. 3100
MONTRÉAL, QC, CANADA H5B 1B2
TÉL.: (514) 281-1850 TÉLEX: 05 25426 FAX: (514) 281-1997



*madeleine
martel
inc.*

**Bureau de recrutement de personnel
permanent et temporaire**

- SECRÉTARIAT ET PERSONNEL DE SOUTIEN
- ASSURANCE (cadre et personnel de soutien)
- BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE
- COMPTABILITÉ

*Un nom au service
des gens d'affaires*

LES SERVICES DE PLACEMENT MADELEINE MARTEL INC.
2075, rue University • Bureau 1112 • Montréal (Qc) • H3A 2M3
(514) 288-3178 • Télécopieur (514) 288-2264

L. JACQUES MÉNARD MEMBRE D'UN COMITÉ CONSULTATIF SUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Monsieur L. Jacques Ménard, président de La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, fera partie d'un comité consultatif sur les institutions financières qui a été créé récemment par la ministre déléguée aux Finances du Québec, madame Louise Robic. C'est à titre de vice-président du conseil et directeur

général-Québec, Burns Fry Ltée, que monsieur Ménard y siègera.

Ce comité sera chargé d'examiner la situation des institutions financières du Québec, particulièrement celles sous juridiction provinciale, en fonction du double objectif de protéger l'épargne des citoyens et de doter le Québec d'un secteur financier dynamique et

concurrentiel dans un contexte d'internationalisation croissante des marchés financiers. Il conseillera également la Ministre déléguée eu égard à l'harmonisation des lois et règlements tant au plan interprovincial qu'aux plans fédéral et international pour maintenir le positionnement adéquat des institutions financières québécoises.

Jean-Claude Delorme

Lorsqu'on parle de société distincte, c'est de culture qu'on parle



Dans son discours du 10 avril dernier, devant les membres de La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, monsieur Jean-Claude Delorme, alors président-directeur général de Téléglobe Canada, a longuement épilogué sur la culture. Il a établi un lien entre ce concept et le débat constitutionnel.

"En effet, la culture soutient véritablement la notion de société. Il est nécessaire de préciser cette dimension, parce que le discours que l'on a tenu jusqu'à présent sur la question de la société distincte a placé le débat soit au plan politique, au plan linguistique, ou encore au plan strictement constitutionnel, au point qu'on risque de perdre de vue l'enjeu véritable de ce débat vieux de deux siècles qui a toujours été, et qui sera toujours, un débat de société et de culture et non pas simplement une question d'amendement constitutionnel".

Monsieur Delorme a également rappelé à quel point nous nous trouvons devant un paradoxe qui nous met simultanément et inévitablement aux prises avec deux forces contraires.

"L'une nous oblige à nous définir dans l'ensemble canadien, l'autre nous interpelle sur le plan constitutionnel et sollicite notre adhésion à la société en voie de mondialisation".

Vos employés et leur paie sont-ils à la bonne place?

C'est-à-dire ensemble.

La Banque Royale présente le service RH/Paie sur PC^{MC}, une première au Canada.

Résultat du perfectionnement de notre actuel service de paie automatisée, ce nouveau service vous permet d'entrer, d'emmagasiner, de conserver et de récupérer des données concernant les ressources humaines, avec votre ordinateur personnel, pendant que l'unité centrale de la Banque Royale traite votre paie.

Voilà qui vous laisse une plus grande liberté pour tirer le maximum de votre ordinateur.

MC Marque de commerce de La Banque Royale du Canada

Tout en bénéficiant d'une base de données intégrée qui réunit votre personnel et la paie.

Parlez à un directeur de comptes de la Banque Royale au sujet du service RH/Paie sur PC et joignez l'utile à l'agréable.



BANQUE ROYALE

COUP D'OEIL SUR

Yves Gougoux

Faites-nous confiance et exportez-nous avec vous



Benoît Bouchard

On ne peut plus refaire ce pays : on ne peut que le continuer



Jean Doré

Le rôle des gens d'affaires dans le débat constitutionnel



Lucien Bouchard

Aucune option ne devrait être rejetée



C'est à une présentation spectaculaire qu'ont eu droit les membres de la Chambre lors du déjeuner-causerie du 17 avril dernier. A cette occasion, monsieur Yves Gougoux, président et chef de la direction chez BCP Stratégie Créativité, est venu nous parler de l'industrie de la publicité.

Avec chiffres à l'appui, monsieur Gougoux a démontré l'envahissement du Canada et du Québec par les agences de publicité étrangères. En 1982 et 1989, si l'on ne tient compte que des 25 premières agences de publicité au pays, le nombre d'agences étrangères est passé de 11 à 17, tandis que le nombre d'agences canadiennes est tombé de 12 à 4. Les agences québécoises ont mieux résisté à l'envahisseur puisque leur nombre, pour la même période, est passé de 2 à 4, bien que leur part du marché québécois se soit rétrécie de 56 à 54%.

Monsieur Gougoux a insisté sur le fait que l'avenir de la publicité québécoise et canadienne est entre les mains des annonceurs d'ici en autant qu'ils choisissent de faire confiance aux agences d'ici.

"Il ne s'agit pas de favoritisme, a affirmé monsieur Gougoux. La politique de l'achat chez-nous se pratique dans tous les pays du monde. Il est étonnant, sinon dramatique, qu'ici on se sente gêné de le faire en matière de publicité".

Dans son discours à la tribune de la Chambre, le ministre fédéral de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, monsieur Benoît Bouchard, a fait un bilan des débats constitutionnels. La question de la société distincte a été le pivot de son allocution.

"Il n'en demeure pas moins que la notion de société distincte semble irréconciliable, voire insupportable à plusieurs au Canada anglais. C'est une chose que je n'ai jamais vraiment comprise, puisqu'elle équivaut pour moi à nier une vérité historique, ainsi qu'une réalité constitutionnelle, politique et sociale: celle de l'existence d'une société francophone en Amérique depuis plus de quatre siècles".

Monsieur Bouchard s'est employé à présenter un résumé historique démontrant que l'existence de la société distincte n'a pas commencé en 1987 avec le Lac Meech. Il a également souligné que le nationalisme québécois est devenu moins timide et défensif pour devenir serein, confiant et ouvert. Pour illustrer ce point de vue, il a cité l'exemple de Montréal, et le fait que le Québec demeure la seule province à avoir signé un traité des temps modernes avec certains peuples autochtones. Autre point important pour monsieur Bouchard: l'identité culturelle du Québec est plus évidente que celle du Canada anglais à cause de l'attraction des États-Unis.

Au déjeuner-causerie du 4 mai dernier, La Chambre de commerce du Montréal métropolitain accueillait à titre de conférencier le maire de Montréal, monsieur Jean Doré.

A cette occasion, monsieur Doré a entretenu l'auditoire de plusieurs sujets dont l'incontournable débat constitutionnel. Encore une fois, le thème de la société distincte a pris une place prépondérante dans ses propos.

"Au-delà de cette entente, et quoiqu'il advienne, un fait demeure: il existe au Québec une société distincte, majoritairement francophone. Cela, même les Premiers Ministres qui s'opposent à la reconnaissance formelle de cette société distincte dans la constitution l'admettent sans équivoque".

Monsieur Doré a souligné le rôle important de la communauté des affaires dans le dossier de l'Accord du Lac Meech.

"La voix pondérée et réfléchie de vos représentants est certainement l'un des arguments les plus susceptibles de convaincre les autres provinces du sérieux et de la maturité du Québec, et de nous donner ce supplément de confiance qui permettra d'envisager l'avenir sereinement", déclarait monsieur Doré.

C'est à titre de député indépendant de Lac-St-Jean que monsieur Lucien Bouchard a adressé la parole aux membres de la Chambre, le 23 mai dernier. Les récents événements entourant le débat constitutionnel, notamment le dépôt du rapport Charest, avaient provoqué le départ de monsieur Bouchard du gouvernement Conservateur au sein duquel il agissait à titre de ministre de l'Environnement.

Parlant sans notes durant 45 minutes, monsieur Bouchard a tout d'abord situé historiquement le Québec dans le contexte constitutionnel canadien. Il a ensuite demandé aux deux leaders politiques du Québec, Robert Bourassa et Jacques Parizeau, de s'unir pour définir un programme politique pour le Québec en cas d'échec du Lac Meech.

Faisant référence à la nécessité pour le Québec de se doter d'un projet de société, monsieur Bouchard a insisté sur l'importance d'un consensus politique entre tous les intervenants.

"Il faut s'unir, il faut que les Québécois de tous les partis, de tous les secteurs, se réunissent et s'entendent sur l'essentiel. Et aucune option ne devrait être rejetée, y compris l'option de la souveraineté-association qui est parfaitement valable. Notre premier devoir est de nous munir d'un rapport de force".

Un comité au dynamisme remarquable

LE COMITÉ ACTION FEMMES D'AFFAIRES (CAFA)

Encore cette année, le CAFA a bouillonné d'idées et d'activités. Son mandat est avant tout de favoriser l'émergence des femmes d'affaires dans le milieu socio-économique du Grand Montréal et de faciliter leur recrutement et leur intégration à l'intérieur de la Chambre.

Pour illustrer la vitalité caractéristique du CAFA, voici quelques exemples des activités de l'année 1989-90:

◆ Le mini-colloque "Ville, as-tu une âme?" du 13 mars dernier a remporté un vif succès. Dans le cadre du magnifique Centre Canadien d'Architecture, Madame Perla Kososec-Serfaty (Professeure invitée à l'École d'Architecture du paysage de l'Université de Montréal), nous a invités à élaborer avec elle "L'Esquisse d'une géographie sentimentale de la ville". Ensuite, monsieur Jean-Louis Robillard (architecte et fondateur au module Design de l'environnement à l'UQAM) avec un humour mordant, nous a indiqué "comment recréer un tissu urbain propice à

l'harmonisation de la qualité de vie au travail et de la qualité de vie personnelle."

◆ Le dîner-rencontre annuel du CAFA a réuni une centaine de femmes. Au programme, la conciliation de la famille avec le travail, la visibilité de la femme d'affaires, les nouvelles valeurs en gestion et les besoins de formation.

◆ Dans le cadre du petit-déjeuner universitaire, on a reçu le Dr Thierry Pauchand (professeur en management à l'Université Laval) qui a entretenu l'auditoire de la gestion des crises.

◆ Le programme d'activités de la saison 90-91 est présentement en préparation. Il sera disponible au mois de septembre.



**VOYAGES
VINCENT
HONE**

DEPUIS 1911

30 ouest, rue Fleury
Montréal, H3L 1S8
(514) 382-4131
Fax : 382-0387

666, rue Sherbrooke O.
Montréal, H3A 1E7
(514) 845-8222
Fax : 982-0001

MISSION

POSSIBLE

**: VOTRE
SATISFACTION**



Louise Rémillard
Présidente

Nous visons l'**excellence**
par la **qualité** de notre service avant et
après-vente
par le **choix** de nos fournisseurs privilégiés
par des **tarifs** toujours **compétitifs**
pour **VOUS**, notre distinguée clientèle

AIR FRANCE

Permis du Québec

*Dans tout engrenage,
chaque roue est importante.*

Léonard

Léonard & Parisien offre un service de placement de personnel temporaire, permanent ou spécialisé qui répondra vraiment à vos attentes.

Alors, que vous soyez à la recherche de personnel efficace ou en quête d'un emploi à temps plein ou à mi-temps, n'hésitez pas à téléphoner au bureau de Léonard & Parisien le plus près de votre entreprise ou de votre résidence.



LÉONARD & PARISIEN

Placement de personnel

Montréal 875-0545
Saint-Laurent 333-5551
Laval 669-0999
Longueuil 670-7060

QUÉBÉCOIS

MULTICOM
INTERNATIONAL
MONTRÉAL

Pour être bien reçu



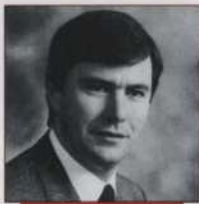
L'organisation et la planification de congrès internationaux, d'événements spéciaux, ou même l'accueil de délégations, n'est pas une mince tâche. Lorsque l'on est confronté à des opérations de ce genre, rien ne vaut l'expertise d'une maison spécialisée. Multicom International Montréal (M.I.M.) est une firme qui offre ce genre très particulier de service.

Dans ce domaine, M.I.M., avec ses douze années d'expérience, est garante de succès. La compétence et l'efficacité de son personnel sont évidemment au coeur de la qualité de cette entreprise. Madame Sigrid Chatel, présidente de M.I.M., est à la tête d'une équipe expérimentée d'hôtesse et de guides-interprètes pouvant s'exprimer dans les dix principales langues internationales.

L'impression que gardera un visiteur de son séjour à Montréal et de votre entreprise est un

facteur d'affaires non négligeable. A vous d'en tirer le meilleur parti.

Parmi les dossiers auxquels M.I.M. a collaboré, signalons la conférence internationale sur le SIDA et les rencontres du GATT; deux événements majeurs ayant requis un professionnalisme de tous les instants. Mettez toutes les chances de votre côté, faites appel à des experts.

AUTOMATISATION
FAMIC INC.La haute technologie
à notre portée

La compagnie Automatisation Famic inc., présidée par monsieur Alain Latry, a été fondée en janvier 1985. Au départ, cette entreprise qui n'offrait que des services de formation, ne comptait que 3 employés. Aujourd'hui, après quelques années, Famic emploie plus de 50 personnes, pour la plupart des ingénieurs et des techniciens, et son

champs d'expertise s'est élargi par l'intégration de services tels l'automatisation (produits et services), la conception et la fabrication d'équipements didactiques (simulateurs, bancs d'essais, maquettes, etc.) et même de didacticiels permettant l'apprentissage de certaines techniques.

Les ingénieurs de Famic établissent des plans de développement pour des entreprises intéressées par l'élaboration et l'intégration de systèmes

automatisés dans leurs procédés de fabrication.

Famic offre également aux industries des cours techniques sur des sujets comme la pneumatique, l'hydraulique, l'électronique, etc. Ces cours sont faits sur mesure selon les besoins de chaque entreprise.

Grâce à son dynamisme, Famic est aujourd'hui reconnue au Québec comme une des entreprises les plus performantes sur le plan des technologies de pointe.

IMAGE
ÉT PAROLE

De la parole aux actes



Personne ne peut douter de la nécessité à notre époque de savoir s'exprimer, de savoir communiquer. La maîtrise de la parole publique, qu'elle soit verbale ou non, constitue un facteur de réussite dans tous les domaines. L'art de parler n'est pas inné, au contraire, il s'acquiert. C'est ce que vous propose l'école de communication Image et Parole.

La maîtrise de cet art est particulièrement importante dans le monde des affaires. Ne vous est-il pas déjà arrivé, dans vos réunions d'entreprises, d'avoir l'impression que vous ne parveniez pas à faire passer votre message? Cette carence peut avoir un effet négatif direct sur votre rendement et celui de votre firme.

Monsieur Claude Martin, président et directeur général

d'Image et Parole a bien compris ce problème et vous propose une équipe de professeurs expérimentés qui vous aideront à le régler. De courtes sessions de formation vous fourniront les outils nécessaires pour surmonter ce handicap.

A l'école de communication Image et Parole, on veut vous aider à mieux communiquer ce que vous êtes.

Cette journée a été rendue possible grâce aux commanditaires suivants:

LA BANQUE ROYALE DU CANADA

LES TROPHÉES

Banque Royale du Canada
Colliers Pierremont Inc.
Maison Rémy & Associés
Services de placement Madeleine Martel

LE BRUNCH

La Prudentielle d'Amérique - assurances collectives
Ultramar Canada inc.

LES PRIX DE PRÉSENCE

Bestar Décabois Inc.
Burns Fry Ltée
Cantel \ Cell-Expert
Les Lignes Aériennes Canadien International
Pouliot, Mercure

SAC À SURPRISES

Adams Brands-Division Warner Lambert Canada
Banque Royale du Canada
Burns Fry Ltée
Caron Bélanger Ernst & Young
Johnson & Johnson
Parfums Christian Dior Canada
Promotions Jomad
Restaurants (Les) McDonald du Canada Ltée
Samson Bélair Deloitte & Touche
Tilden Location d'autos Inc.
Tours Mont-Royal

PRIX SUR LES NORMALES 3 ET 5

Condominiums Mont Saint-Sauveur
Honda
Marcod Inc. (Yamaha golf)
Northern Telecom
Tilden Location d'autos Inc.

PRIX POUR UN TROU D'UN COUP

Honda Civic et Acura Integra

COMMANDITES DE SERVICES:

A. Lussonde & Fils
Aliments Ault Ltée
Cantel \ Cell-Expert
Décors Cherrier Inc.
Eaux Minérales St-Justin
Provigo
Reprotech inc.
Société des alcools du Québec
-Division des marques-maison
Vasco design international

TROUS DU PARCOURS

Aeterna Vie, compagnie d'assurance
ASEA Brown Boveri Inc.
Arthur Andersen & Cie
Banque Royale du Canada
Bestar Décabois Inc.
Brasserie Labatt Ltée
Burns Fry Ltée
Caron Bélanger Ernst & Young
Colliers Pierremont Inc.
De Grandpré, Godin
Gestion Yves Renaud Inc., Communicateurs-Conseils
Groupe CGI Inc.
Groupe Mallette
La Caisse centrale Desjardins du Québec
La Citadelle Assurances
La Garantie, Compagnie d'assurance
Langlois Robert
Lavery O'Brien
Maheu Noisieu
Poissant, Thibault - Peat Marwick Thorne
Price Waterhouse
Progestic, conseillers en gestion et en informatique inc.
Raymond, Chabot, Martin, Paré
Reprotech Inc.
Richardson Grenshields du Canada Ltée
Samson Bélair Deloitte & Touche
SSQ mutuelle d'assurance groupe
Tapis (Les) Peerless
UAP INC.

Tournoi de golf de la Chambre

ON RENOUVE AVEC LA TRADITION

Après une absence de 5 ans, le tournoi de golf de la Chambre est revenu cette année, suscitant beaucoup d'intérêt: plus de 300 golfeurs s'y sont inscrits.

Placée sous la présidence d'honneur de monsieur Maurice Lejeune, premier vice-président, Service de détail-Québec, Banque Royale du Canada, cette activité a connu un tel succès qu'on entend la reconduire l'an prochain. Le prochain tournoi aura lieu le 16 mai 1991.



- 1- Pour avoir réalisé le meilleur score brut de la journée (75), monsieur Yves Magny, (à gauche) reçoit une sculpture des mains de monsieur Maurice Lejeune de la Banque Royale du Canada.
- 2- Diane Bourassa a remporté le meilleur score net (72). Monsieur François Laurence de Colliers Pierremont, lui remet une épinglette de 14 carats.
- 3- Des prix de présence ont été tirés parmi les participants. Monsieur Normand Latreille, des Hôtels Prime, a gagné deux billets d'avion à destination de l'Europe, une gracieuseté de Canadien International. Monsieur L. Jacques Ménard, président de la Chambre, lui remet son prix.
- 4- Le président du Comité organisateur du tournoi de golf, Me Jean Guibault de Lavery O'Brien, remercie les participants et les commanditaires pour cette journée mémorable.

SOIRÉE D'INTÉGRATION

**VERSION
PRINTANIÈRE**



Comme en témoigne cette photo, les contacts se sont établis facilement à la soirée d'intégration. Des prix de présence ont été tirés durant le cocktail.



On voit monsieur Luc Lacharité, vice-président exécutif de la Chambre remettre leur prix à monsieur François Gagnon de Les Services financiers F. Gagnon inc. et à madame Lyna Des Cormiers de Lévesque, Beaubien, Geoffrion inc.



L'échange des cartes d'affaires était une activité presque fébrile lors de la soirée d'intégration des nouveaux membres à la Maison Alcan, le 8 mai dernier.

Plus de 200 adhérents ont profité de ce "5 à 7" sympathique pour prendre un premier véritable contact avec la Chambre et profiter des avantages du plus important réseau d'affaires du Grand Montréal.

Cette soirée d'intégration a été rendue possible grâce à la collaboration de:

Burns Fry Itée

Henry Birks et Fils (Montréal) Itée

Le Groupe CGI

Créations et Décors du "Nil"

Décors Cherrier

Le Pavillon de l'Atlantique

Les Coopérants, Société mutuelle d'assurance-vie

Babill' Art

Une nouvelle publication trimestrielle de la Chambre sur le thème de la collaboration entre le monde des affaires et celui des arts vient de paraître:

"Le Bulletin de liaison Arts - Affaires"
Un seul exemplaire par entreprise.

Faites-le circuler, affichez-le!
Pour renseignements:
Michèle Ruel (514) 288-9090

AU 40^e CONGRÈS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

« ÊTRE MEMBRE A SES PRIVILÈGES... MAIS AUSSI SES OBLIGATIONS »

L. Jacques Ménard

Leadership". Voilà le mot qui résume le mieux l'année qui se termine. La Chambre s'est imposée comme l'organisme autour duquel foisonnent, plus que jamais, les forces vives du développement économique de la grande région de Montréal. Nous avons véhiculé et actualisé notre stratégie de développement auprès de tous les intervenants. Nous l'avons fait de façon à favoriser la création des nécessaires consensus que requiert le développement du moteur économique que représente la région de Montréal pour tout le Québec.

Tout au long de l'année, nous avons traité plusieurs grands dossiers dont l'impact sur notre développement économique est considérable. Nous avons abordé, de multiples façons, les sujets qui ont trait à la technologie, à la recherche-développement, à l'éducation, aux marchés financiers, au développement des secteurs comme l'Est et le Sud-ouest de Montréal. Nous avons consacré beaucoup d'efforts à l'important dossier de la formation professionnelle parce que nous sommes convaincus que notre compétitivité passe par notre volonté et notre aptitude à former nos travailleurs. Nous nous sommes intéressés activement au rôle international de Montréal, à l'échange électronique de données, aux transports, au dossier art-public et à la création d'alliances stratégiques. La Chambre s'est aussi engagée à fond dans l'important dossier de l'Institut international de design. Bien sûr, la Chambre a aussi participé aux efforts déployés par l'ensemble des milieux d'affaires en vue de la ratification de l'Accord du Lac Meech.

Dans le cadre de plusieurs de ces dossiers, la Chambre a interpellé les différents paliers de gouvernement, notamment pour les amener à s'interroger sur les approches qui ont guidé leurs interventions jusqu'à maintenant dans le développement de notre région. Nous avons sensibilisé, croyons-nous, les intervenants gouvernementaux aux forces vives des différents milieux. En fait, nous avons incité les intervenants gouvernementaux à créer des complicités nouvelles, d'abord entre eux, et aussi avec nous.

Force de la Chambre

Nous nous sommes aussi préoccupés, particulièrement cette année, du niveau de représentation des communautés culturelles, tant par la présence de certains de leurs représentants à notre conseil d'administration que par leur action au sein de nos nombreux comités. A ce sujet, la Chambre accueille d'ailleurs très favorablement la

recommandation de l'un des ateliers du congrès de multiplier les maillages avec les gens d'affaires de ces communautés, entre autres par l'intermédiaire de leurs Chambres de commerce respectives, dans un esprit d'alliance et de respect de leur identité, plutôt que dans une approche d'intégration et d'assimilation.

Encore une fois cette année, c'est la quantité et la qualité extraordinaires du travail bénévole fourni par nos membres qui ont fait la force de la Chambre. La Chambre a la chance de pouvoir compter sur des membres engagés et qui ont à coeur le développement de Montréal à tous points de vue. Nos membres n'acceptent pas les problèmes de sous-développement que vit Montréal à certains égards, pas plus que les problèmes de chômage, de sous-utilisation de la main-d'oeuvre, d'analphabétisme et de pauvreté qui affligent certains de nos quartiers. Au coeur de notre agenda, il y a cette volonté ferme de remettre toutes ces personnes au travail pour assurer la croissance individuelle de chacune d'entre elles et ainsi consolider notre croissance collective en tant que société.

Nous sommes profondément convaincus que le développement de Montréal, c'est d'abord le développement des personnes et des familles. Le développement de Montréal, c'est de faire en sorte que toutes nos ressources atteignent leur plein potentiel. C'est pour cela que nous avons voulu, à travers les gestes que nous avons posés, humaniser le développement économique de notre région. C'est ça notre conception du développement. Car en bout de ligne, le capital et la technologie ne sont pas des fins en soi, mais des moyens, des outils mis à contribution pour réaliser pleinement le potentiel de notre ressource la plus distinctive, les hommes et les femmes qui composent notre société.

En fait, être membre de la Chambre, c'est participer pleinement à cette vaste action qui vise à donner à tout le Québec un second souffle, un nouveau momentum de développement économique, à partir de la grande région de Montréal. Il s'agit, au fond, de rien de moins que de participer à l'édification d'un vaste projet de société dont le succès repose sur la création de complicités nouvelles entre tous les acteurs de notre développement, en mettant au centre de nos préoccupations les ressources humaines.

C'est pourquoi, si être membre a ses privilèges... être membre de la Chambre comporte aussi d'importantes obligations.

Le président, monsieur

L. Jacques Ménard

clôturait, le 10 juin

dernier, le 40^e Congrès

annuel de la Chambre.

Voici les grandes lignes

de son allocution.

« MONTRÉAL DEVIENDRA VILLE INTERNATIONALE GRÂCE AUX NOUVELLES COMPLICITÉS »

Philip O'Brien

C'est par un appel général à la mobilisation autour d'un vaste projet de société que monsieur Philip O'Brien, président du conseil d'administration, Devencore Ltée, Société immobilière, a ouvert le 40e Congrès de La Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Devant près de 400 congressistes provenant en majorité du secteur des services, monsieur O'Brien s'est dit confiant en l'avenir du Québec en autant que se développent, à l'intérieur de la société, dans toutes les directions et à tous les niveaux, de véritables complicités.

EXEMPLE JAPONAIS

Évoquant l'exemple du Japon, monsieur O'Brien a rappelé la force des liens de complicité dans ce pays. "Pour concurrencer un produit japonais, il faut se battre contre tout le Japon. C'est tout un contrat", soulignait-il avec humour.

Esquissant les grandes lignes d'un projet de société, monsieur O'Brien identifie trois éléments qui sont primordiaux à ses yeux.

"D'abord, a-t-il insisté, il faut bâtir des complicités entre tous les intervenants, en misant sur tous les talents, au-delà des races, des langues et des ethnies. On ne pourra jouer longtemps dans les ligues majeures avec le tiers de nos jeunes qui quittent l'école sans même avoir obtenu un diplôme d'études secondaires".

Il faut aussi miser, selon lui, sur une culture qui reflète le succès, la fierté et le sens de la qualité. Sur ce point, monsieur O'Brien a à l'esprit ni plus ni moins qu'une marque de commerce de société imprimée sur nos produits et services. Une marque de commerce connue dans le monde entier et synonyme de notre fierté.

Enfin, le projet de société auquel fait référence monsieur O'Brien, ne serait pas complet sans l'ajout d'une vocation internationale, mission qu'il qualifie lui-même d'"améropeenne". "Nous avons des choses à apprendre, de dire monsieur O'Brien, autant aux américains qu'aux européens". En somme, pourquoi Montréal ne deviendrait-elle pas la plaque tournante entre l'Europe et l'Amérique se demande monsieur O'Brien.

LE SECTEUR DES SERVICES AU SERVICE DU SECTEUR INDUSTRIEL

"Maintenant que le secteur des services au Québec est consolidé, il se doit d'agir en tant qu'intermédiaire entre le milieu de la recherche et l'entreprise privée afin d'établir une synergie plus productive".

Tel est le rôle général que monsieur Normand Morin, président, Lalonde, Valois, Lamarre, Valois et associés, voudrait voir assigné au secteur des services.

Prenant l'exemple de Lavalin, monsieur Morin a dressé un bilan de santé fort positif du secteur tertiaire au Québec.

"Notre industrie des services est saine et des chiffres le montrent bien. En 1988, Lavalin a été le premier exportateur de services d'ingénierie dans le monde avec un chiffre d'affaires de 1 milliard \$".

LES DÉFIS DES ANNÉES 90

Pour le conférencier invité, les défis des années 90 doivent être relevés sur trois plans:

- il faut créer une nouvelle technologie;
- hausser notre productivité qui est 30% inférieure à celle des États-Unis;
- et s'attaquer au marché mondial.

Pour atteindre ces objectifs, monsieur Morin a particulièrement insisté sur l'importance de la recherche et du développement.

Reprenant le thème des "Nouvelles complicités", monsieur Morin a proposé qu'une entente adaptée à la nouvelle conjoncture économique soit conclue entre les secteurs de la recherche et celui de l'industrie en général. Les chercheurs poursuivent trop souvent, selon lui, des objectifs incompatibles avec les intérêts de l'entreprise et de l'économie prise au sens large. Une complicité entre ces deux secteurs engendrerait une énergie au potentiel énorme.

Répondant à la question d'un congressiste, monsieur Morin a affirmé qu'il n'importait pas tant d'augmenter les sommes investies dans la recherche et le développement, mais bien de les affecter différemment. D'un réaménagement de ces dépenses résulterait, à coup sûr, une productivité améliorée.



M. Philip O'Brien, président du conseil d'administration, Devencore, Société immobilière Ltée.



M. Normand Morin, président Lalonde, Valois, Lamarre, Valois et associés.

Formation professionnelle

Aux prises avec un besoin criant de techniciens qualifiés en aéronautique, la compagnie Rolls Royce (Canada) Ltée a développé un programme d'apprentissage en collaboration avec deux institutions scolaires: les collèges Edouard-Montpetit et John Abbott.

Monsieur J.R. Yates, vice-président génie et assurance de la fiabilité, chez Rolls Royce Canada, a donné les deux raisons principales qui ont suscité ce projet. D'abord, la très haute spécialisation des postes à combler et une pénurie de main-d'oeuvre qualifiée entravaient considérablement le processus d'embauche du personnel requis. Deuxièmement, en raison de divers facteurs, la compagnie ne pouvait envisager le recrutement à l'étranger comme solution à long terme.

Elle a donc opté pour ce programme de formation élaboré avec les deux maisons d'enseignement citées précédemment. Le cours s'étend sur une période de deux ans; il est constitué de deux sessions de formation académique formelle, suivies d'un stage en usine d'une durée d'un an.

Selon monsieur Yates, le succès de cette opération réside principalement dans la collaboration étroite qui s'est établie entre les écoles et l'entreprise. Ainsi, en reconnaissant les besoins de l'industrie et en faisant preuve de souplesse dans l'inscription et l'administration du programme, les collègues ont permis une réduction des frais d'opération. Ces frais demeurent toutefois élevés, 60 000 \$ par apprenti. Des subventions gouvernementales à la formation compensent le manque à gagner. Il est à noter que durant toute la durée du programme, les apprentis sont rémunérés.

Une telle complicité n'est pas le fruit du hasard. Elle requiert une planification et, de conclure monsieur Yates, elle demande un investissement considérable de temps. C'est à ce prix que se construisent et persistent des relations et des complicités durables et fructueuses.

Assisterons-nous, dans les dix prochaines années, à la naissance d'un nouvel entrepreneur, d'une forme nouvelle d'entrepreneurship? S'il faut en croire monsieur Jean-Marie Toulouse, professeur titulaire aux HEC et conférencier invité au 40e Congrès de La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, la réponse à cette question ne peut qu'être affirmative.

"L'entrepreneurship qui s'ajustera au contexte des années 2 000 sera un entrepreneurship de réseaux, d'associés, de partenaires qui se bâtira sur la complicité". Complicité avec les jeunes entrepreneurs, complicité avec les entrepreneurs spécialisés, complicité entre hommes et femmes et surtout, complicité avec les entrepreneurs de toutes les communautés ethniques. Car, de l'avis de monsieur Toulouse, "c'est avec ces nouveaux entrepreneurs que nous tisserons la société de demain".

Pour monsieur André Caillé, président et chef de la direction, Gaz Métropolitain, cette complicité doit aussi s'articuler à l'interne, précisant qu'elle nécessite un climat de confiance et tienne compte des préoccupations des employés.

"Et surtout, d'insister monsieur Caillé, il faut compter sur une communication franche, qui actualise dans le quotidien le respect des individus".

Président de CEDROM Technologies inc., une entreprise récemment créée oeuvrant dans le secteur de la haute technologie, monsieur Philippe Gélinas se qualifie lui-même de nouvel entrepreneur. Développant sur le thème des nouvelles complicités à bâtir, monsieur Gélinas a exprimé le voeu d'une meilleure complicité avec les institutions financières. "Le processus de demande et d'approbation des prêts est très long, et lorsqu'enfin la réponse arrive, il est souvent trop tard", a indiqué monsieur Gélinas.

Un peu plus de confiance, de flexibilité de la part des banques, et une meilleure communication aideraient, selon monsieur Gélinas, de jeunes entreprises comme la sienne à mieux prospérer.

Évoquant la complicité entre les hommes et les femmes, madame Hermante Ayotte, présidente de la Clinique de médecine préventive et industrielle du Québec, a plaidé pour un plus grand respect des différences entre les deux sexes. "L'expérience des dernières années témoigne qu'entre hommes et femmes, on peut avec succès regarder dans la même direction", de souligner madame Ayotte.

Dernière conférencière à prendre la parole, madame Nancy Orr-Gaucher, vice-présidente Finances, Sofati Limitée, s'est attardée à brosser le portrait de l'entrepreneur "idéal".

Initiateur de l'incertitude, l'entrepreneur idéal, tel que perçu par madame Orr-Gaucher, place les choses en perspective et a le sens d'une mission à accomplir. Lutteur redoutable, il ne craint pas l'échec et sait prendre des risques calculés. S'entourant de personnes clés, c'est un motivateur qui porte en lui un rêve contagieux.



M. J. Richard Yates, vice-président, génie et assurance de la fiabilité, Rolls Royce Canada Ltée.



Les participants au panel sur le nouvel entrepreneurship et la relance économique du Grand Montréal. De gauche à droite : Nancy Orr-Gaucher, vice-présidente, Finance, Sofati ltée; André Caillé, président et chef de la direction, Gaz Métropolitain inc.; Jean-Marie Toulouse, professeur titulaire, H.E.C.; Philippe Gélinas, président, CEDROM Technologies inc. et Hermante Ayotte, présidente, Clinique de médecine préventive et industrielle du Québec.

RAPPROCHEMENT AVEC LES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Le milieu des affaires est de plus en plus conscient de la nécessité d'établir des contacts avec les diverses communautés culturelles de la région montréalaise. D'ailleurs, ce thème est revenu à plusieurs reprises au cours du week-end.

LE RÔLE DES MÉDIAS

Désireuse d'aller plus avant dans l'examen de cette démarche, la Chambre a invité à son Congrès trois représentants du monde journalistique afin de discuter du rôle des médias dans ce processus de rapprochement.

Pour Lise Bissonnette, chroniqueuse au Globe and Mail et maintenant directrice au Devoir, Norman Webster, rédacteur en chef à The Gazette et Claude Masson, éditeur adjoint à La Presse, les médias ne sont pas là pour susciter des alliances. Ils agissent plutôt en tant qu'observateurs de la société.

"Tous les groupes qui ont à coeur une cause, ont tendance à souhaiter que les médias deviennent leurs alliés. Mais les médias ne sont pas des architectes de la société", de dire madame Lise Bissonnette.

Claude Masson a, pour sa part, souligné qu'aucun média digne de ce nom ne veut devenir complice d'une cause ou d'un mouvement; la connotation péjorative du mot complice les rebutant. Par contre, ils peuvent, d'une façon plus positive, en devenir des associés.

MAUVAISE COMPRÉHENSION DU CANADA ANGLAIS

Norman Webster a particulièrement insisté sur le fait que les journaux francophones ne s'intéressaient pas suffisamment à ce qui se passe au Canada anglais.

"Les Québécois pensent qu'on les ignorent, mais l'inverse est aussi vrai. Tout ce qui s'est dit sur l'Ontario depuis quelques mois, c'est à propos de cet incident dégueulasse où l'on a piétiné le drapeau québécois", affirmait monsieur Webster.

Toujours selon lui, les journaux anglophones d'ici et du reste du pays, ont fait davantage d'efforts pour comprendre la réalité québécoise.

Sur cette question, madame Bissonnette s'est ralliée à lui. S'inspirant de son expérience de chroniqueuse au Globe and Mail, elle a signalé que les quotidiens anglophones avaient jusqu'à maintenant, engagé plusieurs journalistes québécois francophones qui présentent un point de vue différent.

Monsieur Masson s'est joint à leurs propos en précisant que les journaux francophones du Québec n'assignaient pas de correspondants réguliers au Canada anglais, si ce n'est à Ottawa. Il a toutefois ajouté qu'à ses yeux, la situation connaîtrait un revirement une fois résolu le problème de l'Accord du Lac Meech.

"Jusqu'à maintenant, nous avons été tellement préoccupés par la question nationale québécoise qu'on en a oublié le reste", disait monsieur Masson.

RAPPROCHEMENT AVEC LES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

L'éditeur adjoint de La Presse a reconnu que les médias francophones faisaient peu de choses pour rejoindre les diverses communautés culturelles. Sur ce plan, les médias anglophones auraient une longueur d'avance.

Encore une fois, monsieur Masson estime que des réajustements s'opéreront à ce niveau. Il a toutefois insisté sur la nécessité de faire davantage que de publier une simple chronique à saveur ethnique.

"Il faut intégrer la réalité allophone dans tous les secteurs du journal, et pas seulement publier une chronique. Il faut absolument éviter de "ghettoïser" cette information", précisait-il.

PLURALISME

Reconnaissant que l'information pouvait être traitée différemment selon le journal qui la publie, madame Bissonnette a ajouté qu'elle s'accommodait fort bien de cette situation, voire même qu'elle la jugeait nécessaire. Pour elle, il n'est absolument pas choquant de tout lire pour se faire une idée générale.

Monsieur Webster, quant à lui, a soutenu que ce pluralisme dans le traitement des nouvelles était sain et très utile à notre société.

Signalons, en terminant, que ce panel a suscité beaucoup d'intérêt chez les participants.



Dans l'ordre habituel : Lise Bissonnette, Norman Webster, Claude Masson et l'animatrice Madeleine Poulin.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DANS UNE PERSPECTIVE MÉTROPOLITAINE

Neuf groupes de travail se prononcent

Dans le cadre de Desseins sur Montréal 3, biennale internationale sur le développement urbain présidée par monsieur Christophe Caron, designer urbain, neuf groupes de travail ("Focus Groups") ont été constitués afin de discuter des sujets suivants :

- 1- le développement économique dans une perspective métropolitaine ;
- 2- les tendances du développement dans le Grand Montréal ;
- 3- la protection et la mise en valeur de l'environnement du Grand Montréal.

Les réflexions de ces groupes, formés de spécialistes provenant de différents secteurs, ont servi de base pour les discussions en atelier. À ce sujet, nous désirons remercier tout particulièrement monsieur Christophe Caron, son équipe, l'animatrice de ces groupes, madame Michèle Clément et les 70 participants qui ont généreusement consacré une journée de leur temps à l'avancement de la réflexion pour une meilleure action.

De façon globale, on a conclu que Montréal devrait se développer en fonction de ses attraits et éviter de ressembler à New York ou Toronto. Dans les modèles d'aménagement que nous élaborerons, il faut tenir également compte du fait que la structure montréalaise est du type multipolaire (sous-centres) et non linéaire (concentrique). Il faudra aussi y intégrer les valeurs nouvelles comme l'écologie et les préoccupations sociales.

Bien que l'on assiste présentement à la tertiarisation de l'économie et que l'on perçoive ce phénomène comme la voie de l'avenir, il serait imprudent de négliger les activités manufacturières qui ne sont pas près de disparaître.

Une autre condition préalable à notre développement : un haut niveau d'excellence de nos institutions d'éducation. On a insisté sur l'urgence de créer davantage de liens entre les universités, les centres de recherche et les entreprises.

AVANTAGES COMPARATIFS

De façon générale, Montréal doit mettre en valeur ses produits, ses créneaux dominants, ses forces et ses intervenants. Montréal doit définir ses avantages comparatifs ; il lui faut identifier les nouveaux secteurs qui la placeront en position de force (par exemple, la mode, la technologie bio-végétale, etc.)

Le dossier du transport doit aussi être envisagé dans une perspective régionale. À cet égard, on souhaite l'implantation d'un centre de recherche en transport.

Nous avons jusqu'à maintenant trop compté sur l'État. Il est temps de repasser le leadership à l'entreprise privée. Il convient également d'associer les organisations ethniques à la relance de Montréal.

LES TENDANCES DU DÉVELOPPEMENT

Avec la globalisation des marchés, le déplacement du centre économique mondial vers l'Asie et l'accord de libre-échange qui consacre le décloisonnement de l'économie, Montréal n'est plus, sur le plan continental, qu'un centre financier et commercial. De plus, elle risque non seulement d'être satellisée à l'échelle de la planète, mais également sur le plan nord-américain.

Comme plusieurs grandes villes du continent, Montréal a vu son évolution économique influencée par divers phénomènes : la tertiarisation de l'économie, une faible croissance démographique, etc.

Montréal doit tenir compte de cette nouvelle conjoncture et asseoir son développement, non plus sur ses ressources matérielles, mais sur sa matière grise. Le tout devra être orchestré sous l'impulsion d'un leadership régional qui fait présentement défaut.

CADRE RÉGIONAL PLUS VASTE

Le créneau et l'image que Montréal doit cultiver sont ceux de l'agglomération urbaine intermédiaire. C'est à ce niveau que l'on doit agir. L'ouverture internationale de Montréal doit être orientée vers les villes intermédiaires comme Lyon ou Boston, par exemple.

Sur le plan métropolitain, elle doit mettre l'accent sur les secteurs économiques reliés aux universités, aux nouvelles industries, au tertiaire supérieur, à la culture et à l'information.

Les différentes stratégies de mise en valeur économique, écologique, urbaine, sociale et culturelle de la métropole, doivent se dérouler dans un cadre régional vaste. Cette région doit non seulement comprendre Montréal, Laval et la Rive-sud, mais également le territoire environnant ponctué des villes de Sorel, St-Hyacinthe, St-Jean, Joliette et St-Jérôme. Il est urgent d'instituer un leadership qui procurera une vision régionale du développement tous azimuts et qui suscitera l'approbation de tous les intervenants.

PROTÉGER ET METTRE EN VALEUR L'ENVIRONNEMENT DU GRAND MONTRÉAL

La protection et la mise en valeur de l'environnement du Grand Montréal passe à la fois par une meilleure gestion des déchets, par un meilleur contrôle des sources de pollution et par la récupération des espaces verts. C'est du moins ce qui ressort des trois groupes de travail constitués autour du thème de l'environnement.

UNE MEILLEURE GESTION DES DÉCHETS

De nos jours, le déchet n'est plus considéré comme la fin d'un processus, mais plutôt comme un pôle de développement. On lui confère maintenant une valeur économique. La grande sensibilité du public face à la question, la hausse des coûts associés à l'enfouissement sanitaire et les effets de la législation représentent les principales raisons qui concourent à faire de la gestion des déchets, un secteur d'avenir.

Pour consolider ce secteur à fort potentiel, encore faut-il que certaines actions prioritaires soient entreprises. Parmi celles-ci, figurent au premier plan, l'éducation de la population, le renforcement des incitatifs fiscaux, et le soutien financier aux municipalités. Ces dernières constituent en quelque sorte les pierres angulaires de cette jeune industrie.

LA DÉPOLLUTION ET LE CONTRÔLE DE LA POLLUTION

Pour être conséquent, tout effort intégré de dépollution et de contrôle de la pollution doit s'attaquer autant à l'air, qu'à l'eau, qu'aux sols contaminés. Inutile de préciser qu'à ce chapitre, les champs d'intervention sont nombreux, à commencer par le nettoyage du Fleuve Saint-Laurent.

Tout aussi aigu, le problème de l'amincissement de la couche d'ozone commande des actions énergiques notamment au niveau des émissions polluantes.

Chose certaine, il convient, en matière de dépollution, de resserrer sans tarder les contrôles et de proposer une vision de la dépollution qui laisse place à l'imagination.

LA CONSERVATION ET LA RÉCUPÉRATION D'ESPACES VERTS


Selon l'optique du développement durable, la conservation est le premier geste à poser pour la mise en valeur de l'environnement. L'idée n'est pas tant de "geler" l'utilisation de ces espaces ou de le soustraire à d'autres usages possibles que de mettre au point une "économie de l'espace libre".

Dans ce cadre, la protection des rapides de Lachine, la conservation du Mont-Royal ou l'aménagement d'un parc nautique sur la Rivière-des-Prairies, ne constituent que quelques-unes des nombreuses initiatives à mettre de l'avant dans le cadre d'une gestion intégrée de l'écologie urbaine. Les actions prioritaires à entreprendre sont multiples. On parle, par exemple, de se doter d'un plan de reverdissement de l'île, de décourager le stationnement dans le centre-ville et de redonner à la population, l'accès aux berges du Saint-Laurent.

PROFIL DES CONGRESSISTES

Congressiste	
Nombre	400
Homme	55 %
Femme	45 %
Entreprise	
Privée	82 %
Publique	9 %
Para-publique	9 %
Secteur	
Tertiaire	93 %
Secondaire	5 %
Primaire	2 %

UNIQUE AU QUÉBEC



**le Méchoui
chez-Vous**
DE LA BERGERIE ST-GERMAIN ENR.



- Jusqu'à 2,000 personnes
- Nous nous rendons sur les lieux de votre choix
- Nous opérons en hiver comme en été
- Servis à l'intérieur comme à l'extérieur
- Notre spectacle n'a d'égal que la qualité de nos produits: agneau, boeuf, porc, poulet, dinde, etc. (Servis avec repas complet)

POUR RÉSERVATIONS:

QUÉBEC
(418) 831-5703

MONTRÉAL
(514) 848-7028

AUTRES RÉGIONS
(418) 277-2524

RÉSERVEZ LE PLUS TÔT POSSIBLE

« LA CHAMBRE DOIT JOUER SON RÔLE DE RASSEMBLEUR »

- Jules Bélanger
Président du 40^e Congrès

Le congrès est maintenant terminé. Il s'en dégage véritablement un fil conducteur à travers les discours de vendredi, les ateliers du samedi ainsi qu'à travers le panel que nous venons d'avoir. Ce même fil conducteur se dégage des interventions des congressistes et des questions qui ont été soulevées. Il est relié intrinsèquement au rôle de la Chambre. Le thème, "Nouvelles complicités", n'est pas un slogan marketing, il correspond à la mission et aux objectifs de la Chambre de commerce.

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain est un lieu de rencontres, un lieu de discussions et un lieu d'analyse à la disposition des leaders d'opinions et, plus particulièrement, pour ceux qui ont à coeur la croissance sociale et économique du Grand Montréal.

La Chambre est en train d'établir une communauté de gens d'actions en vue du développement économique de notre grande région. Elle est une agora, un lieu essentiel et, sans la participation des représentants du milieu, elle est une place vide. La Chambre avait donc raison d'inscrire dans sa mission son rôle de locomotive du développement économique et d'articuler sa stratégie à partir du regroupement des décideurs de toute la région.

TOUR D'HORIZON

Philip O'Brien, dans son discours de vendredi, nous a bien convaincus que Montréal devait se positionner à l'échelle mondiale et que ce positionnement devait motiver et impliquer tous les joueurs : français, anglais, allophones, Laval, Longueuil, West Island, syndicats, patronat, milieu culturel, milieu académique, etc.

Normand Morin nous a proposé de réunir les chercheurs, les industriels et les gens du secteur des services afin qu'ensemble, ils redéfinissent un plan d'action pour le redéploiement du secteur secondaire.

M. Yates de Rolls Royce nous a montré qu'il était réaliste de développer des complicités entre le milieu de la formation et celui de l'industrie aéronautique.

Le panel de vendredi a bien fait ressortir ce nouvel esprit d'entrepreneuriat qui travaille beaucoup plus avec une mentalité de connivence qu'avec une mentalité de conflit.

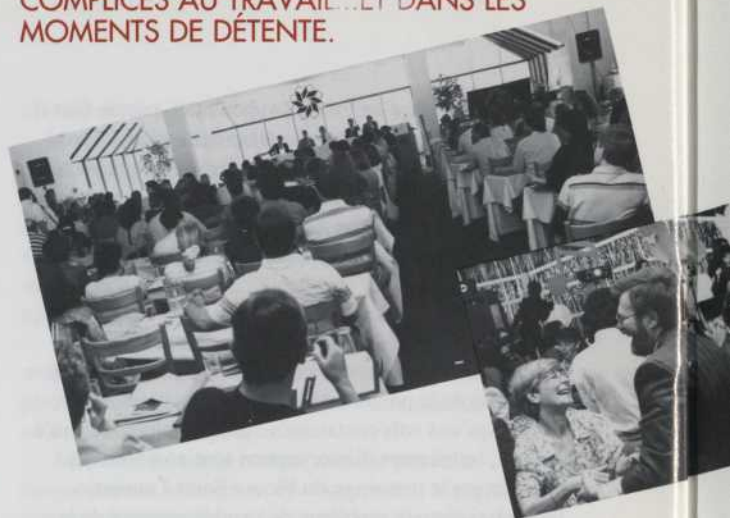
Chacun des six ateliers du samedi a montré l'importance pour la Chambre de jouer son rôle de rassembleur. Chacun a aussi montré l'importance d'être bien informé afin de bien agir. Les gens des médias viennent de nous dire que l'ensemble de la société nous regarde et compte surtout sur notre opinion quand il en va des intérêts économiques du Québec.

URGENCE DE S'ASSOCIER

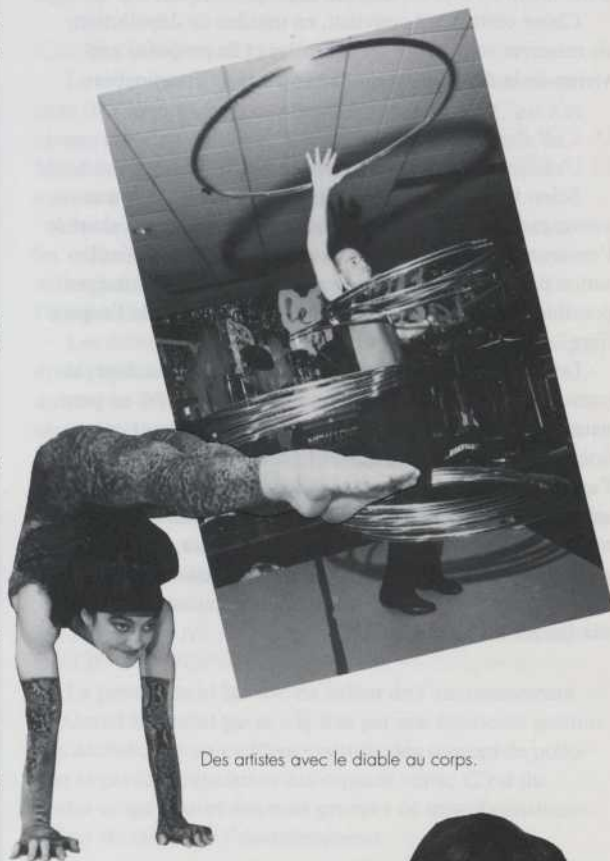
Un point est ressorti fortement tout au long de la fin de semaine, l'urgence pour la Chambre de s'enrichir de cette formidable force que représente les communautés ethniques et leurs gens d'affaires. Il est urgent que la Chambre associe ces montréalais de toutes origines à ses réflexions et à ses actions.

Je vous félicite d'avoir participé avec autant d'assiduité et je suis fier que le Congrès ait pu permettre à la Chambre de reconfirmer son rôle de locomotive du développement économique du Grand Montréal.

LE 40^e CONGRÈS DE LA CHAMBRE ! COMPLICES AU TRAVAIL...ET DANS LES MOMENTS DE DÉTENTE.



Jules Bélanger



Des artistes avec le diable au corps.

La soirée "Retrouvailles" a permis aux congressistes de revivre la nostalgie des années 60. Deux bénévoles au comité d'Accueil se sont prêtés au jeu : Alban Desmarais du Groupe Studio Bi et Paul Gadoury de Remue-Méninges.



Merci à tous nos généreux commanditaires

Association des brasseurs du Québec
Banque Nationale du Canada
Bélanger Legault
Burns Fry Itée
Décor Cherrier inc.
Hydro-Québec
Morin Communication Vidéo inc.
Raymond Chabot Martin Paré
Société Radio-Canada

Banque de Montréal
 Banque de Nouvelle-Ecosse
 Caron Bélanger Ernst & Young
 Cooper Champoux & Associés
 Culinar
 Groupe DMR
 Hitachi - systèmes informatiques
 IBM Canada
 Sergaz
 Sobeco

Banque Canadienne Impériale
 de Commerce
 Caisse de dépôt et placement
 du Québec
 Cogeco
 Coopérants, Assurance-vie
 Corporation Première Québec (La)
 Devencore, Société immobilière Itée.
 Heenan Blaikie Avocats
 Lafarge Canada inc.
 Montréal Trust
 Reprotech, imprimeur-lithographe
 Ultramar

Banque Toronto-Dominion
 Desjardins Ducharme Avocats
 Fédération des caisses populaires
 Desjardins de Montréal et
 de l'Ouest-du-Québec
 Imperial Tobacco Itée
 Maheu Noiseux
 Montrusco & Associés inc.
 Services de placements
 Madeleine Martel inc.

CADEAUX

Air Canada
 Alcan
 Banque de Nouvelle-Ecosse
 Bell Canada
 Burns Fry
 Canadien Pacifique
 Club de hockey Canadien inc.
 Club Lounan
 Coopérants, Assurance-vie
 Créations et décors du "NIL"
 Desjardins Ducharme Avocats
 Devencore, Société immobilière Itée.
 DuPont Canada
 Fédération des caisses populaires
 Desjardins de Montréal et
 de l'Ouest-du-Québec
 Groupe Promexpo
 Groupe Revista
 Henry Birks & Fils
 Hôtel Delta
 Hôtel des Gouverneurs - Le Grand
 Hôtel Le Quatre Saisons
 Lavalin inc.

Le Chantecler
 Le Permanent Canada Trust
 Librairie des sciences administratives
 Méridien Montréal
 Natcom Publicité-promotion
 Orchestre de chambre I Musici de
 Montréal
 Pageau-Goyette & Associés
 Perform inc.
 Place Desjardins inc.
 Progestic
 Radiomutuel inc.
 Reprotech inc.
 Restaurant Le Caveau inc.
 Restaurants Sportscène inc.
 Ritz Carlton
 Sélections François Fréchette
 Spalding
 Stablex Canada inc.
 Studio Bi inc.
 Walwyn Stodgell Cochran Murray Itée

SAC À SURPRISES

Sac:
 Les Conseillers Aubin Charest &
 Associés

Contenu:
 BLW Motivation et Organisation inc.
 Codorniu Brut Rosé:
 Les Sélections François Fréchette
 Cosmair Canada inc.
 Pâtisserie de Gascogne
 Société du Palais de la civilisation

**ACCESSOIRES
 ET SERVICES**

Activités sportives:
 Balles de golf:
 Banque Royale du Canada

Tees pour golf:
 Banque Nationale du Canada

Artistes soirées:
 AnimaSpec
 Innovation Plus

Bières:
 Association des Brasseurs du Québec

Décor:
 Décor Cherrier inc.

Eaux minérales:
 Les eaux minérales Saint-Justin

Fleurs:
 Valois, fleuriste-décorateur

Guide touristique:
 Association touristique des
 Laurentides

Journaux et magazines:

Journal de Montréal
 L'Actualité
 La Presse
 Le Devoir
 Revue Commerce

Pauses-exercices:
 Le Groupe Comessa

Photos du jeudi:
 Films: Métro-Richelieu inc.
 Appareils Polaroid: L.L. Lozeau Itée

Photos des années 1960-70:
 Echos-Vedettes

Photocopieur:
 Xerox Canada

Porte-documents
Porte-documents:
 Banque de Montréal

Stylo:
 Les Hôtels Prime

Tablette à écrire:
 Perform inc.

Revue Québec Match:
 Telemedia Filipacchi inc.

Postes-émetteurs:
 Michelle Vézina, courtier,
 Re/Max des Mille-îles inc.

Services techniques:
 BDS Communication inc.

Sigle "Peace and Love":
 Reprotech inc.

Souvenir à l'animatrice principale:
 Les Editeurs d'Art associés

Télécopieur:
 CNA Téléphone communication inc.

Télégramme et carte d'affaires:
 Demers & Associés inc.

Téléjournal:
 Morin Communication vidéo inc.

Transport:
matériel du Congrès:
 Transport Star Truck inc.

Accueil des congressistes:
 Studio Bi inc.

Vin:
 Dumont inc. - vins et spiritueux

Walkie talkie:
 National Mobile Radio
 Communication inc.



Guy Lemelin, associé chez Raymond, Chabot, Martin, Paré, a remporté le grand prix de présence au Congrès, un voyage pour deux à Nice. Il reçoit ici son prix des mains de Francine Vallée, vice-présidente, Affaires publiques, Air Canada.



LES RECOMMANDATIONS DU 40^e CONGRÈS

La Chambre doit continuer d'assumer son leadership régional et d'initier des actions en rapport avec les principaux dossiers qui concernent le développement de la région métropolitaine.

C'est du moins ce qui ressort des principales recommandations formulées par les participants à l'issue des six ateliers de discussion tenues lors du congrès.

En tout, près d'une vingtaine de recommandations ont été formulées portant sur des thèmes aussi variés que le développement industriel, la protection de l'environnement, l'aménagement urbain, la formation en entreprise, la constitution de réseaux ou la diversité ethnique. Nous vous en présentons ici un aperçu.

ATELIER 1: CRÉER LA RICHESSE

Les conditions de viabilité économique des villes se transformant, la région métropolitaine fait face à un défi de taille: générer une prospérité qui à la fois favorise l'équité sociale et respecte le patrimoine culturel.

Souscrivant à cet objectif général, les participants à cet atelier ont souligné l'importance de poursuivre les efforts de diffusion de la stratégie de développement économique en six points mise de l'avant ces deux dernières années sous le thème "Montréal Oblige".

ATELIER 2: AMÉNAGER L'AVENIR

Infrastructures vieillissantes, essor des périphéries, nouveaux profils démographiques, importance accrue accordée à la qualité de vie, autant de réalités avec lesquelles les villes doivent désormais composer.

Jugeant que ces transformations commandent des réaménagements majeurs tant sur le plan spatial qu'organisationnel, les personnes présentes à cet atelier ont suggéré de renouveler l'image du Montréal métropolitain à partir d'une vision réaliste qui tienne compte des caractéristiques spécifiques de la région métropolitaine. Dans le même souffle, il fut proposé de rechercher un meilleur équilibre entre la nécessaire concertation régionale et la saine concurrence entre les sous-régions composant le territoire du Montréal métropolitain.

ATELIER 3: DÉVELOPPER SANS DÉTRUIRE

Le bien-être et la survie des générations futures dépendent grandement de l'héritage que nous leur laisserons. Mettre en valeur les ressources dans une perspective de conservation constitue donc un premier pas vers une conscience écologique qui permettra à notre civilisation de passer à la postérité.

Conscients de l'importance de cet enjeu, les participants à cet atelier ont préconisé l'action plutôt que la sensibilisation. Il faut responsabiliser l'industrie et assurer un suivi énergétique sur les prises de positions adoptées par la

Chambre à ce jour sur les questions reliées à l'environnement.

ATELIER 4: FORMER POUR RÉUSSIR

En ces temps changeants marqués par la globalisation des marchés, les entreprises québécoises devront compter sur une main-d'oeuvre de qualité, capable de s'adapter aux nombreux changements qui ne manqueront pas de survenir dans tous les domaines. Un facteur, qui fera la différence entre les gagnants et les autres, sera la qualité de la formation des ressources humaines. C'est à ce niveau surtout que la concurrence s'exercera de la façon la plus significative.

L'engagement de la Chambre envers la formation en entreprise ayant été cette année largement diffusé, il est suggéré de pousser un peu plus loin cette implication en encourageant et en suscitant des complicités entre les divers intervenants préoccupés par cette question. Il est, d'autre part, proposé d'inciter les grandes entreprises, qui disposent généralement de solides programmes de formation, à seconder les PME souvent plus démunies en terme de ressources.

ATELIER 5: S'ASSOCIER POUR ACQUÉRIR

Dans la ronde des fusions et acquisitions, la majorité des entreprises québécoises n'ont pas encore la taille critique qui leur permettra de traiter d'égal à égal avec les géants de la planète. D'où, le besoin de mettre en commun nos énergies et nos ressources.

C'est pourquoi il apparaît pressant que la Chambre favorise les regroupements de capitaux afin de restreindre les prises de contrôle par des étrangers. Il faut aussi encourager l'établissement de conditions de base à l'acquisition et au regroupement d'entreprises afin de maximiser les chances de réussite de ces opérations.

ATELIER 6: S'ADAPTER À LA DIVERSITÉ

Suite au phénomène migratoire, les grandes agglomérations urbaines comme Montréal sont devenues des lieux cosmopolites où des populations en provenance des quatre coins du globe se côtoient quotidiennement. Parce qu'ils sont autant des consommateurs, des producteurs, des entrepreneurs que les porteurs d'une culture vivante, les nouveaux arrivants sont à même de bonifier et de dynamiser la société d'accueil.

Au concept d'intégration des communautés culturelles, il convient donc de substituer celui plus approprié du mariage harmonieux des diverses cultures composant la mosaïque montréalaise.

En ce sens, la Chambre devrait assumer le leadership dans le rapprochement des diverses communautés culturelles à travers des liens de connivence et de complicité tout en recherchant une meilleure représentativité au niveau de son membership.



Près de 20 recommandations ont été soumises lors de la plénière qui a suivi les discussions en ateliers. On voit ici en plein travail, les participants à l'atelier portant sur le thème "S'associer pour acquérir".



rapport des Activités de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

E X E R C I C E 1 9 8 9 - 1 9 9 0

LE BUREAU DE DIRECTION

PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

M. L. Jacques Ménard
Vice-président du Conseil et
directeur général - Québec
Burns Fry Limitée

PRÉSIDENT DU CONSEIL

M. Serge Godin
Président
Groupe C.G.I. Inc.

PREMIER VICE-PRÉSIDENT

M. Jean-Denis Vincent
Président et chef de la direction
Corporation financière Alliance- l'Industrielle

VICE-PRÉSIDENTS

M. Pierre Bourgie
Président
Urgel Bourgie Limitée

M. Jean Guibault

Avocat
Lavery O'Brien

M. Jean-Yves Leblanc

Président - Groupe matériel de transport
Bombardier Inc.

Mme Nycol Pageau-Goyette

Présidente
Pageau-Goyette & Associés

SECRÉTAIRE

Mme Jocelyne Pelchat

TRÉSORIER

M. Pierre Mantha
Président
Financière Mazarin Inc.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr Malek Basbous

Président
Natra Tech Inc.

M. Paul-Emile Beaulne

Vice-président exécutif
Radiomutuel Inc.

M. Jules Bélanger

Président
Bélanger, Legault Limitée

M. Gilles Cloutier

Recteur
Université de Montréal

Mme Carolé Epstein

Présidente
La Cie Ceinture et Sac Canada Inc.

M. Aldo Pier Federici

Président
Corec Ltée

M. Jean Frère

Directeur de l'administration
Laboratoires Bio-Recherche Limitée

M. Jacques Gagnon

Vice-président - Relations publiques
Société d'électrolyse
et de chimie ALCAN Ltée

Dr Marco Genoni

Président
Oerlikon Aérospatiale Inc.

M. Jean LaCouture

Président et chef de la direction
La Garantie

Mme Sylvie Lalande

Vice-présidente - Recherche et développement
Groupe Vidéotron Ltée

M. Jean Lamarre

Vice-président - Finances
Lavalin Inc.

M. Guy Langlois

Vice-président principal - Développement
Unigesco Inc.

M. Claude F. Lefebvre

Président du Conseil d'administration
Gendron Lefebvre

M. Maurice Lejeune

Premier vice-président
Services de détail - Québec,
La Banque Royale du Canada

M. Gaëtan Lussier

Président
Les Boulangeries Weston Ltée - Québec

Mme Nancy Orr-Gaucher

Vice-présidente - Finances
Sofati Limitée

M. Pierre Parent

Président
Groupe Promexpo Inc.

M. Humberto Santos

Premier vice-président - Affaires bancaires
Banque Nationale du Canada

M. Robert Tessier

Président
Le Groupe MIL

Mme Francine Vallée

Vice-présidente - Affaires publiques
Air Canada

LE PERSONNEL DE DIRECTION

M. Luc Lacharité

Vice-président exécutif

Mme Paule Doré

Directrice générale

Mme Diane Prévost

Directrice - Service des activités publiques

Mme Lise Ratelle

Directrice - Services administratifs et recrutement

M. Maurice Lavoie

Directeur - Service des communications



Aménagement du centre-ville

Participant au Forum de concertation sur le plan directeur d'aménagement et de développement de l'arrondissement Centre, la Chambre a souligné l'importance d'impliquer tous les intervenants dans sa réalisation. Au chapitre des procédures administratives d'approbation des projets, la Chambre insiste pour qu'elles soient souples et rapides, tout en respectant l'esprit général du plan; des démarches et des objectifs clairs évitent les ambiguïtés et les lourdeurs qui éloigneraient les développeurs.

La Chambre a également proposé la mise en place d'agences sectorielles de développement dont la tâche consisterait à promouvoir et à favoriser l'aménagement harmonieux de leur secteur, en synergie avec les représentants des principaux propriétaires ou utilisateurs du territoire et en partenariat avec les développeurs.

Accord du Lac Meech

Considérant les cinq conditions du Québec pour adhérer à la constitution canadienne comme minimales, la Chambre a continué d'insister auprès des élus du Canada pour qu'ils procèdent sans délai à la ratification de l'Accord constitutionnel de juin 1987.

En plus de remettre en question l'avenir du Québec au sein de la Confédération, cette impasse constitutionnelle provoque une instabilité politique qui a un effet négatif sur le développement économique.

Développement du Sud-ouest

Afin de travailler dans une perspective de maillage avec les intervenants du milieu, la Chambre s'est solidarisée de façon formelle avec les organismes issus du Sud-ouest de Montréal pour collaborer au développement de leur quartier.

Soulignant que le développement économique du Sud-ouest bénéficierait à toute la région, la Chambre a proposé d'agir à titre de porte-parole afin d'exercer une pression plus efficace sur les instances décisionnelles. L'impressionnante banque d'expertise dont elle dispose à travers son membership pourra également être mise à contribution.

Échange électronique de données (É.É.D.)

Promoteur de l'échange électronique de données au Québec, la Chambre procédait en mars dernier, au lancement officiel d'une vaste campagne de sensibilisation visant à éveiller l'attention des gens d'affaires sur l'importance d'utiliser cette technologie de pointe dans leurs transactions d'affaires.

Dans la foulée de ce lancement, la Chambre organisera au printemps un colloque sur la question. De plus, un secrétariat permanent sera très bientôt mis sur pied afin de fournir l'information requise aux gens d'affaires concernant l'É.É.D. et ses multiples possibilités.

Éducation

Dans ce dossier, la Chambre a continué d'insister sur la nécessité de se doter d'un système d'éducation visant l'excellence et bénéficiant d'un financement adéquat. Dans cet esprit, elle a exercé d'énormes pressions sur le gouvernement afin qu'il investisse davantage dans les universités, et nous permette de rattraper notre retard sur les universités ontariennes déjà sous-financées par rapport aux universités américaines comparables.

Environnement

La question de la protection de l'environnement a particulièrement retenu l'attention de la Chambre au cours du dernier exercice. En collaboration avec la Ville de Montréal et le Bureau de commerce, elle a entrepris une campagne de sensibilisation auprès de ses membres afin de réduire l'utilisation des C.F.C. et des halons qui altèrent la couche d'ozone; elle a piloté une étude visant à faire l'inventaire de l'offre et la demande en matière de savoir-faire environnemental; elle a soumis plusieurs recommandations à la Commission sur les déchets dangereux.

Formation professionnelle

Plus que jamais, les entreprises doivent s'engager dans la voie de la formation professionnelle. Consciente de l'importance de ce dossier, la Chambre a collaboré avec la Fondation Ressources Jeunesse, à la réalisation d'un sondage sur les jeunes et la formation professionnelle. Les résultats de cette enquête ont confirmé la nécessité d'agir auprès des gens d'affaires afin de les sensibiliser à cette question. La Chambre a, par ailleurs, profité de toutes les tribunes qui lui ont été offertes pour souligner les effets négatifs de cette carence sur la compétitivité de nos entreprises et le développement économique en général.

Hydro-Québec

Préconisant qu'Hydro-Québec devienne un leader technologique, la Chambre a profité de sa comparution devant la Commission de l'économie et du travail pour soumettre 7 recommandations quant à l'orientation que devrait prendre le développement de la société d'état.

L'accentuation du rôle de partenaire d'Hydro-Québec à l'endroit de l'entreprise privée constitue un facteur essentiel à son redressement. En accord avec sa mission et ses valeurs fondamentales, Hydro-Québec doit recevoir du gouvernement du Québec le mandat et les moyens qui lui permettent de jouer pleinement son rôle de locomotive technologique, a soutenu la Chambre.

Institut de recherche et de création en design de Montréal

En mai dernier, était lancé l'Institut de recherche et de création en design de Montréal qui a pour objectif principal le positionnement de Montréal comme centre d'excellence en design sur la carte mondiale. C'est grâce à l'initiative et au soutien continu de la Chambre si cette institution à but non lucratif a finalement vu le jour. Comptant être actif sur plusieurs fronts concomitants du design, l'Institut entend réunir les forces motrices transdisciplinaires qui assureront, sans compromis, un niveau inégalé de synergie et d'excellence en design.

Montréal Oblige II

La Chambre a réalisé cette année le deuxième volet de sa campagne de promotion intitulée Montréal Oblige II.

Une trentaine de porte-parole représentant la région Montréalaise qui ont adhéré à la stratégie de développement économique proposée par la Chambre, ont été invités à en favoriser la compréhension auprès de la population. Pour mener à bien cette campagne, la Chambre a également fait appel à la participation des médias de Montréal.

Nouvelle appellation

Dans la perspective de sa nouvelle mission, La Chambre de commerce du Montréal métropolitain décidait, en septembre dernier, de se doter d'une nouvelle appellation qui reflètera plus adéquatement ses préoccupations en faveur d'un développement régional. Pour accompagner cette nouvelle appellation et l'évolution qu'elle traduit, la Chambre a également adopté une nouvelle identification visuelle.

Port de Montréal

En ce qui a trait au projet d'expansion du Port de Montréal, la Chambre a insisté auprès de la Commission d'évaluations environnementales pour que toutes les possibilités d'amélioration de la productivité des installations portuaires existantes du côté de Montréal soient exploitées, avant de réaliser des aménagements à l'extérieur de l'île.

Elle est toutefois d'accord avec l'aménagement à Contrecoeur d'aires portuaires qui desserviront de nouveaux trafics demandant de grands espaces.

Réforme électorale

En avril dernier, la Chambre a fait valoir sa position devant la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis.

Pour des raisons économiques, elle a tout d'abord suggéré que le scrutin ait lieu le dimanche plutôt que le lundi. Elle a ensuite émis le souhait que les citoyens canadiens séjournant à l'étranger puissent exercer leur droit de vote. La Chambre a proposé que les entreprises puissent contribuer au financement des partis et que l'on plafonne le montant de ces contributions. Finalement, elle a demandé à ce que la question de la publicité par des groupes d'intérêt spéciaux soit discutée en regard de la protection accordée par la Charte canadienne des droits et libertés.

Taxe sur les produits et services

En faveur de l'établissement d'une taxe sur les produits et services pour remplacer l'actuelle taxe de vente fédérale, la Chambre a insisté pour qu'elle soit appliquée de façon universelle et puisse ainsi être ramenée à un taux de 6 à 7%. La Chambre a également soutenu que l'imposition de cette TPS devrait se faire dans une perspective stricte de réduction du déficit.

Tourisme

A ce chapitre, la Chambre a continué de travailler en faveur de l'imposition d'une taxe de 3% sur les chambres d'hôtel. Elle a également été le principal instigateur d'une entente intervenue entre les Offices des congrès et du tourisme des villes de Québec et Montréal concernant un projet de promotion touristique commun. La Chambre mène également une campagne en faveur du tourisme d'affaires à Montréal.

Transport

En mai dernier, la Chambre déposait un mémoire aux audiences publiques du Comité de travail Québec Ontario qui étudie le projet de liaison ferroviaire à haute-vitesse (THV) dans le corridor Québec Windsor.

Compte tenu de la situation actuelle du déplacement des voyageurs qui se détériore depuis quelques années dans cet axe, la Chambre a fait valoir que l'aménagement d'un tel circuit constituerait une solution de rechange fort pertinente. Dans sa présentation, elle a également insisté sur la nécessité d'une intégration maximale de ce train haute vitesse aux autres modes de transport. Ainsi, la Chambre recommande qu'une gare et un arrêt intermédiaire soient prévus pour le THV à Mirabel.

Assemblée générale annuelle

La Chambre profite de l'Assemblée générale annuelle afin de rendre publiques ses orientations pour l'exercice à venir. Le nouveau président ou la nouvelle présidente entretient les membres sur les dossiers qui retiendront particulièrement l'attention au cours des douze prochains mois.

Lors de la dernière Assemblée générale annuelle, la Chambre a adopté une nouvelle appellation et une nouvelle identification visuelle.

Grands Montréalais

Lors de ce grand Gala, édition 1989, on a rendu hommage à trois personnalités qui joignent les rangs de la prestigieuse Académie des Grands Montréalais.

Monsieur Gratien Gélinas, madame David M. Stewart et monsieur Laurent Beaudoin ont été honorés lors d'une magnifique soirée.

Prix d'excellence de l'Académie

Exceptionnellement cette année, deux auteurs de thèses ont été lauréats de ce Prix d'excellence de l'Académie: madame Amy Ruth Pinchuk, pour sa thèse sur les champs magnétiques et monsieur Benoît Coulombe, pour sa thèse en biologie moléculaire.

Réception du Nouvel An

Activité réseau par excellence, la Réception du Nouvel An, a permis à plus de 1500 gens d'affaires de partir sur un bon pied en cette nouvelle décennie.

Déjeuner des fêtes

C'est dans l'humour et la gaieté que plus de 1000 personnes ont participé à ce traditionnel déjeuner des fêtes.

Déjeuners-causeries

Suite à une saison record - 11 000 personnes se sont procuré une place (ce chiffre ne comprend pas l'assistance des déjeuners hors série) - la Tribune à Montréal continue de s'affirmer comme étant le nec plus ultra des rencontres d'affaires. Des conférenciers de prestige ont constitué une programmation de très haute qualité.

10 OCTOBRE

Jean Campeau
Président directeur général
Caisse de dépôt et placement du Québec

17 OCTOBRE

Larkin Kerwin
Président, Agence spatiale canadienne

24 OCTOBRE (HORS SÉRIE)

Michel Forget
Président d'honneur, Salon et semaine de la PME

7 NOVEMBRE

Guy Dufresne
Président et chef des exploitations, Kruger inc.

14 NOVEMBRE

Jean Monty
Président, Bell Canada

23 JANVIER

Serge Gouin
Président et chef de la direction, Télé-Métropole inc.

30 JANVIER

Claude Blanchet
Président directeur général
Fonds de solidarité des Travailleurs du Québec

6 FÉVRIER

Michel Gaucher
Président du Conseil et chef de la direction, Steinberg inc.

13 FÉVRIER

Charles Lapointe
Président directeur général
L'Office des Congrès et du Tourisme du Grand Montréal

20 FÉVRIER

Claude Castonguay
Président du Conseil, Corporation du Groupe La Laurentienne

6 MARS

Eugene N. Riesman
Président du Conseil, La Corporation Première, Québec

20 MARS

Sonja Bata
Directeur, Bata limitée

3 AVRIL

Jocelyn Proteau
Président et chef de la direction
Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal
et de l'Ouest-du-Québec

10 AVRIL

Jean-Claude Delorme
Président-directeur général, Téléglobe Canada inc.

17 AVRIL

Yves Gougoux
Président et chef de la direction, BCP Stratégie Créativité

25 AVRIL (HORS SÉRIE)

Benoît Bouchard
Ministre fédéral de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie

4 MAI (HORS SÉRIE)

Jean Doré, Maire de Montréal

23 MAI (HORS SÉRIE)

Lucien Bouchard
Député indépendant de Lac-St-Jean

Congrès

C'est sous le thème des "Nouvelles Complicités" que s'est déroulé le 40e Congrès de la Chambre, et auquel participaient 400 personnes. Au cours de trois jours d'échanges, on a invité les congressistes à jeter les bases d'un nouveau partenariat.

La Chambre a profité de ces discussions pour retenir les orientations qu'elle entend privilégier au cours du prochain exercice.

Recrutement

Lors de la dernière campagne de recrutement, 625 nouveaux membres ont choisi de rejoindre les rangs du plus important réseau d'affaires du Grand Montréal.

En assumant un leadership de plus en plus marqué dans la région montréalaise, la Chambre bénéficie d'une force d'attraction plus grande; les entreprises la reconnaissent d'ailleurs comme un promoteur efficace du développement régional et n'hésitent pas à s'y associer.

Mini-colloques

La formule des mini-colloques a été particulièrement en demande cette année; les différents comités de la Chambre en ont tenu 6.

2 FÉVRIER

Conjointement avec l'APRHQ
"Les nouvelles valeurs en gestion: du missionariat au mercenariat".

13 MARS

"Ville as-tu une âme?"
Discussions sur l'aménagement urbain.

4 AVRIL

Dîner-réseau CAFA portant sur 3 thèmes:
"Conciliation travail-famille"
"Visibilité de la femme d'affaires"
"Les nouvelles valeurs en gestion"

26 AVRIL

"La formation en entreprise: Les stratégies de réussite"

10 MAI

"L'alliance stratégique: l'union fait la force"

28 MAI

"Rencontre avec l'Agence spatiale canadienne"

Commerce Montréal

Commerce Montréal est l'organe d'information officiel de la Chambre par lequel vous vous tenez au courant de ses activités et où vous obtenez toutes les informations sur les opérations menées par ses comités.

D'une présentation soignée, Commerce Montréal entend encore s'améliorer au cours des prochains mois tout en élargissant son réseau de distribution. Véhicule publicitaire de premier choix, il rejoint une clientèle hautement ciblée: 8 500 gens d'affaires.

Leadership québécois

"Leadership québécois", en collaboration avec CJMS et Les Affaires, met en relief les entreprises qui ont affiché un leadership évident dans leur champs d'activités.

Chaque semaine, une entreprise est mise en lumière pour son accomplissement et la qualité de ses opérations.

Opération Fierté

Toujours en collaboration avec la station radiophonique CKAC, "Opération Fierté" continue de souligner les bons coups des entreprises d'ici. Signatures de contrats, ententes d'exportations, fusions ou acquisitions, investissements de toutes sortes, autant de gestes qu'il importe de signaler et "Opération Fierté" s'en charge. Trois entreprises par semaine bénéficient d'un message sur les ondes. Leur réalisation fait également l'objet d'une mention dans Commerce Montréal.

Tournoi de golf annuel

Après 5 années d'interruption, le tournoi de golf annuel de la Chambre est revenu ce printemps. L'enthousiasme et la satisfaction des 317 golfeurs et golfeuses participants ont convaincu le comité organisateur de reconduire l'événement l'an prochain. Le tournoi se tiendra le 16 mai 1991.

Une tradition qui renaît.

Accès 51

Ce comité a pour objectif de favoriser une meilleure représentativité des femmes au sein des conseils d'administration des grandes entreprises. A cet effet, il a publié cette année, la première édition du Répertoire Accès 51; ce document contient les noms de plus de 300 femmes compétentes pour des postes de ce genre. Le Répertoire a été remis aux chefs des plus importantes entreprises inscrites à la Bourse de Montréal.

Accueil et Intégration

Ce comité a préparé un rapport sur les résultats d'un sondage mené auprès des délégations du Québec à l'étranger et qui portait sur la perception qu'ont de Montréal les gens d'affaires des pays concernés.

De là est venu le projet de réaliser à l'automne un document d'accueil et d'information pour positionner avantageusement le Grand Montréal en tant que région d'affaires privilégiée et site d'investissement des plus profitables.

Action Femmes d'affaires

Tout au long de l'année, le comité Action Femmes d'affaires a organisé des activités de formation, de sensibilisation et d'échanges dans le but d'augmenter la représentation des femmes à la Chambre, de développer leur réseau de contacts et de favoriser leur émergence dans la communauté des affaires.

Assemblée Arts - Affaires

Afin de favoriser un rapprochement des milieux des arts et des affaires, ce comité a publié en juin le premier numéro du "Bulletin de liaison Arts - Affaires". Tout au long de l'année, le comité a réalisé et a collaboré à des opérations de promotion pour la reconnaissance de l'industrie culturelle comme axe important de développement économique.

Aérospatial

Afin d'associer les membres de la Chambre aux projets du plan spatial canadien et de favoriser l'intégration de l'Agence spatiale canadienne au milieu d'affaires montréalais, ce comité organisait un mini-colloque ayant pour thème, "Le spatial: un univers d'opportunités". Il a, par ailleurs, établi des contacts préliminaires avec la STIQ (Sous-traitance Industrielle, Québec), dans le but de promouvoir et de développer la sous-traitance industrielle dans le secteur de l'aérospatial.

Carrefour-Rencontres PME

Cette année, les membres du comité Carrefour-Rencontres PME ont travaillé à la rédaction d'un guide du parrainage dont la publication est imminente. Ce guide devrait faciliter la mise sur pied d'expériences de parrainage, une formule originale qui encourage la création et le développement d'entreprises.

Cinéma et Télévision

Le comité Cinéma et Télévision a entrepris des démarches auprès du Sous-ministre des Communications du Québec afin de proposer sa collaboration à la réalisation d'une étude sectorielle sur les besoins de formation et de perfectionnement en production audio-visuelle.

Collaboration Universités - Monde des Affaires

Fidèle à sa mission de rapprochement entre les universités et le monde des affaires, ce comité propose d'organiser des séjours d'au moins douze mois pour les professeurs et les chercheurs dans les entreprises et pour les cadres et employés dans des universités. Les échanges favoriseront la qualité de l'enseignement et le transfert des connaissances.

Conseil permanent d'initiative du Montréal métropolitain (COPIMM)

Devant l'importance de promouvoir une dynamique régionale sur certains dossiers, le COPIMM a été créé au début du présent exercice. Réunissant des représentants des principales Chambres de commerce de la région métropolitaine, le COPIMM a permis de favoriser le dialogue entre ces importants intervenants du développement du Grand Montréal. Il a suscité l'émergence de consensus régionaux, notamment dans le dossier de la taxe d'achalandage sur les chambres d'hôtel et sur la TPS.

Développement urbain et Habitation

Ce comité a particulièrement déployé des efforts pour la réalisation d'un document de synthèse qui a été présenté par la Chambre lors du Forum de concertation sur le plan directeur de l'arrondissement Centre. Il a également contribué à l'élaboration des commentaires de la Chambre concernant le rapport final déposé par la Commission permanente de l'aménagement et de l'habitation et des travaux publics.

Éducation

Ce comité a continué de faire des pressions auprès du gouvernement québécois afin qu'il réajuste à la hausse ses subsides aux universités. Il a également entrepris une campagne auprès des membres de la Chambre afin de les sensibiliser à l'importance d'embaucher des étudiants durant la période estivale.

Environnement

Très actif cette année, le comité Environnement a travaillé sur plusieurs dossiers. Il a été un des intervenants principaux à l'origine d'une déclaration commune de La Chambre de commerce du Montréal métropolitain, de la Ville de Montréal et du Bureau de commerce sur la question de la protection de la couche d'ozone et de la réduction des CFC et des halons. Il a également piloté une étude visant à faire l'inventaire de l'offre et de la demande en matière de savoir-faire environnemental. Le comité a, de plus, contribué à la rédaction du mémoire déposé par la Chambre devant la Commission sur les déchets dangereux.

Famille et emploi

En début d'année, à l'initiative du comité Action Femmes d'affaires, le groupe de travail Famille et Emploi était formé pour étudier la question de la conciliation des responsabilités familiales et professionnelles. Ce groupe de travail entend présenter à l'automne un guide pratique suggérant aux entreprises des moyens d'atteindre un meilleur équilibre famille / emploi.

Recherche, développement et haute technologie

Travaillant activement à favoriser la concertation entre les organismes préoccupés par la recherche et le développement, ce comité a aussi établi des contacts avec son pendant de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain - le GATIQ - afin d'identifier certains secteurs de compétence susceptibles de faire l'objet d'ententes stratégiques.

Finance

Chargé d'opérationnaliser le nouveau plan stratégique et de trouver des façons d'augmenter à long terme les ressources financières de la Chambre, le comité Finance a principalement travaillé à un réaménagement de la structure des cotisations des membres et à l'identification de nouvelles sources de financement.

Financement et Capitalisation

La Chambre, par l'intermédiaire du comité Financement et Capitalisation, a fait part, en janvier dernier, au Ministre des Finances du Québec, de suggestions visant à améliorer la formule du REA et des SPEQ. Par ailleurs, ce comité entend publier très bientôt une brochure sur le financement, les fusions et les acquisitions d'entreprises.

Formation économique et professionnelle

Ce dossier a constitué une des priorités de la Chambre cette année. Pour illustrer concrètement cette préoccupation, le comité Formation économique et professionnelle a organisé un mini-colloque sur le thème de la formation en entreprise. Avec la Fondation Ressources Jeunesse, il a réalisé un sondage sur les jeunes et la formation qui recommandait entre autres la mise sur pied d'un projet de stages en entreprises et auquel la Chambre collaborera. Le comité a également organisé la cinquième édition du concours "Étudiants de l'année" qui a valu un stage d'été rémunéré en entreprises à treize étudiants.

Fiscalité

Ce comité a préparé un mémoire qui a été présenté en octobre par la Chambre devant le comité Blenkarn chargé de tenir des audiences publiques sur la TPS. L'expertise de ses membres a également été mise à contribution pour l'analyse des budgets municipal, provincial et fédéral.

Initiative de développement concerté

De manière à développer des initiatives concertées sur le développement économique, la Chambre a procédé à la création d'un groupe de travail réunissant des gens d'affaires et des gestionnaires publics dans le but d'amorcer le dialogue autour de la question de l'impartition.

Marchés étrangers et coentreprises

Afin d'illustrer les différentes formes que peuvent revêtir les alliances stratégiques et d'identifier les principales étapes à suivre pour réaliser de telles alliances, le comité Marchés étrangers et coentreprises a organisé un mini-colloque dont le thème était "L'union fait la force".

Membership et recrutement

Ce comité a travaillé à l'élaboration de nouvelles approches de recrutement des membres. Il a, entre autres, suggéré la réalisation d'un dépliant général sur la question et a proposé des mécanismes de rétention et d'intégration des nouveaux membres.

Tourisme

Le comité Tourisme a maintenu son appui au projet d'imposition d'une taxe de 3% sur les chambres d'hôtel. Il a également orchestré une campagne de promotion en faveur du tourisme d'affaires dans la région montréalaise. Il est de plus à l'origine de la signature d'un protocole d'entente entre les Offices des Congrès et du Tourisme des villes de Québec et Montréal, prévoyant une promotion conjointe du circuit touristique Québec Montréal.

Transport

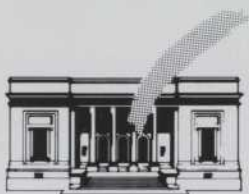
La rédaction d'un mémoire sur le projet de liaison ferroviaire à haute vitesse dans le corridor Québec Windsor a principalement occupé le comité Transport cette année. Ce document, déposé par la Chambre aux audiences publiques, appuie le projet et formule certaines recommandations quant à son éventuelle réalisation.

Accueil - Activités publiques

Ce comité, constitué d'une quarantaine de bénévoles, accueille, dirige et facilite l'intégration des invités, lors des nombreux événements et activités organisés par la Chambre.

Des artistes canadiens à la Chambre

La galerie d'art-Vente et location du comité bénévole du Musée des beaux arts de Montréal, expose des tableaux d'artistes canadiens contemporains dans les locaux de la Chambre.



Un pas de plus dans la collaboration Arts-Affaires
Galerie d'art- Vente et location du Musée des beaux-arts de Montréal
1434, rue Sherbrooke ouest
Montréal, Québec , H3G 1K4
(514) 285-1611

Aux Membres corporatifs de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain La clé pour vos locations d'automobiles

c'est

NOUS

Vous
désirez louer
un véhicule ?

Votre
contrat de location
arrivera bientôt
à échéance ?

Vous
désirez avoir accès
à toutes les marques
de véhicules ?



*Alors, profitez
dès aujourd'hui
du pouvoir
collectif de
location négocié
en faveur des
Membres
corporatifs de la
Chambre de
commerce du
Montréal
métropolitain.*

Pour de plus amples informations, communiquer avec
notre conseiller en location chez Park Avenue Location, au
376-7312 ou sans frais au **1-800-363-7005**

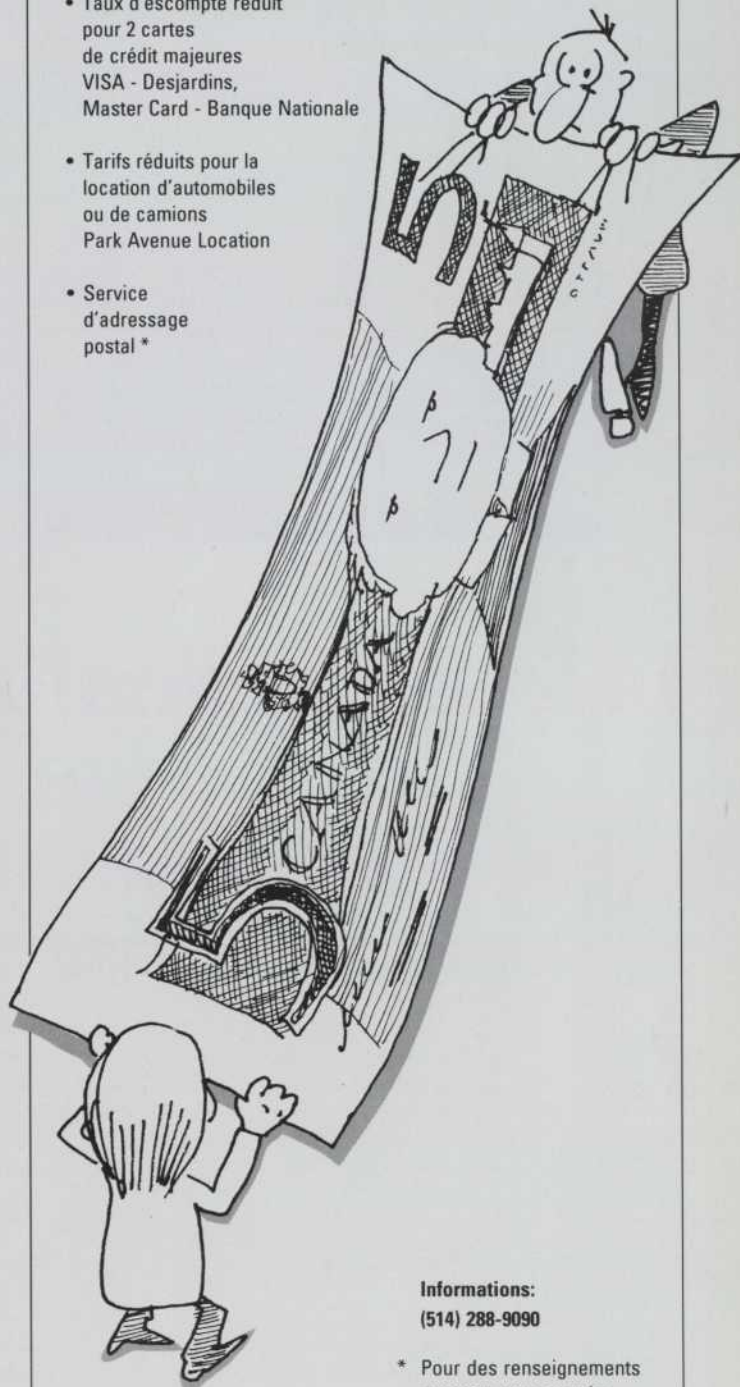
➔ Park Avenue Location

5167, rue Jean-Talon est, bureau 250, Montréal, Qc H1S 1K8

SERVICES AUX MEMBRES DE LA CHAMBRE

Étirez vos dollars!

- Plan avantageux d'assurances collectives
SSQ - Mutuelle d'assurance vie
- Taux d'escompte réduit pour 2 cartes de crédit majeures
VISA - Desjardins,
Master Card - Banque Nationale
- Tarifs réduits pour la location d'automobiles ou de camions
Park Avenue Location
- Service d'adressage postal *



Informations:
(514) 288-9090

* Pour des renseignements concernant ce service, demandez Pierre Michaud



**Toujours donner
l'heure juste:
telle est
notre devise.**

Burns Fry et ses sociétés affiliées ont des bureaux à:
Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver, New York, Paris, Genève,
Cologne, Hong Kong, Singapour, Seoul, Tokyo, Bangkok et Sydney.

Comment se porte l'économie? Quelle sera l'évolution des taux d'intérêt? Qu'arrivera-t-il aux marchés boursiers?

Autant de questions qui nous préoccupent tous dans le contexte actuel.

C'est pourquoi, chez Burns Fry, nous nous félicitons d'avoir investi massivement dans ce qui nous apparaît comme le meilleur des placements: le capital humain. Ainsi, nous avons pu réunir une équipe d'élite dont la compétence n'a d'égale que l'intégrité. Une équipe capable de conseiller judicieusement chacun de nos clients, investisseur ou émetteur de titres, sur ces questions.

D'autant plus qu'elle dispose d'un fabuleux outil pour le faire: le service de la recherche de Burns Fry, le plus réputé au pays.

Autonome et impartiale, notre recherche permet d'obtenir un diagnostic fiable de la situation des entreprises, de prévoir leur évolution et d'assurer le suivi qui s'impose dans une conjoncture économique donnée. Grâce à elle, nous pouvons demeurer objectifs quand l'euphorie, ou la déprime, s'empare des marchés. Et atteindre notre objectif ultime: vous permettre de réaliser une performance supérieure dans la gestion de vos actifs.

Le contexte actuel soulève beaucoup de questions? C'est le temps ou jamais de vous offrir l'expertise de Burns Fry. Et de connaître l'heure juste.

**BURNS
FRY** LIMITÉE